



N° 7 - Octobre 2009

Bilan conjoncturel 2009

En 2009, les coûts de production baissent beaucoup moins vite que les prix agricoles

Pour plusieurs filières agricoles et agroalimentaires, l'année 2009 s'avère critique. À l'exception du sucre dont les cours s'envoient depuis juin 2009 et des vins de consommation courante, les prix à la production de quasiment tous les produits agricoles ont baissé par rapport à 2008. En fait, l'ensemble des prix retrouve le niveau moyen qui précédait la flambée des années 2007-2008. Les grandes cultures, les fruits et légumes d'été et le lait de vache sont les productions les plus touchées par la baisse des prix. Les productions végétales, favorisées par des conditions climatiques particulièrement propices, atteignent pour certaines des records historiques grâce à de très forts rendements. Notamment l'orge, le colza pour la troisième année consécutive et la betterave industrielle en France. Par contre, toutes les productions animales déclinent par rapport aux années précédentes, seule la production porcine gardant son niveau moyen des cinq dernières années.

Face à la dépréciation des produits agricoles, les coûts des intrants restent élevés en 2009. Ils baissent, mais moins vite que les prix à la production. Seuls les prix de l'énergie ont fortement baissé. Sur l'ensemble de la

campagne de production 2008/2009, les coûts majeurs pour chaque filière ont lourdement pesé, le coût des engrais au début de la campagne culturale pour les exploitants de grandes cultures et le coût de l'alimentation animale pour les producteurs de porcins et de poulets.

Au cours de la campagne culturale 2008/2009, les prix des engrais grimpent jusqu'à un niveau exceptionnellement élevé par rapport à la campagne 2007/2008, bien que la hausse se soit enrayée à partir de fin 2008. La France, particulièrement dépendante de l'extérieur en phosphates et potasses, subit la volatilité des marchés mondiaux. Les dépenses qui leur sont consacrées dépassent ainsi celles de la campagne précédente, malgré la chute des livraisons d'engrais due à la conjoncture défavorable des prix à la production. Pour les produits phytosanitaires, les prix augmentent aussi et, pour l'alimentation animale, les prix d'achat des aliments dépassent encore nettement les niveaux de 2006 et 2007 même s'ils semblent se stabiliser à partir de juillet 2009.

Tranchant sur les prix bas des autres grandes cultures, la hausse des cours du sucre ne devrait pas s'arrêter au

cours de la campagne 2009/2010. Le bilan sucrier mondial présenterait un déséquilibre entre des disponibilités réduites à l'exportation – baisse de la production mondiale et des stocks – et une demande croissante émanant de Russie et d'Asie. Sur les marchés, la « prime de blanc » s'est réduite, le sucre brut étant mieux coté à New York que le sucre blanc à Londres. Cet écart est impacté par les aléas climatiques pesant sur la production de brut des deux premiers producteurs mondiaux, le Brésil et l'Inde, et les fortes disponibilités européennes de sucre blanc malgré le contingentement de l'OCM Sucre (organisation commune de marchés).

Les cours français et européens des céréales et des oléoprotéagineux dépendent aussi étroitement de l'équilibre des bilans mondiaux. Ainsi, en 2009, l'excédent du bilan céréalier mondial – grâce au blé car le bilan en maïs est a contrario déficitaire – provoque le repli des cours du blé et du maïs sur le marché de Chicago. La volatilité des cours du soja sur le même marché exerce une forte influence sur les prix des graines oléagineuses françaises. Pour autant, les prix des grandes cultures sont aussi impactés par les équilibres régionaux. Ainsi pour

le maïs, malgré le déficit du bilan mondial, la pression à la hausse qui s'exerce sur les prix des maïs américains est atténuée pour le maïs français par l'excédent du bilan européen. Au niveau européen, c'est en effet le niveau des stocks et du disponible de l'Union européenne qui joue un rôle déterminant, conjugué aux rigidités d'approvisionnement depuis les États-Unis. Pour le blé, les prix mondiaux et français devraient se stabiliser en cours de campagne et les prix européens se maintenir à des niveaux modérés grâce à un fort disponible de l'Union. Pour les graines oléagineuses, le repli des cours est plus net en France et dans l'Union européenne que sur le marché américain, en raison de grosses récoltes en colza et tournesol.

Concernant les prix à la production des fruits et légumes, la transition a été violente entre la campagne d'hiver 2008/2009 et celle de l'été 2009. Contrastant avec les prix exceptionnellement élevés des légumes d'hiver à cause du froid rigoureux de janvier-février, ceux des fruits et légumes d'été subissent une chute spectaculaire qui aboutit à la mise en œuvre de mesures d'urgence pour les produits en crise. En août, les ventes au déballage sont complétées par le déclenchement d'un plan d'aide aux exploitations de fruits et légumes victimes de la crise économique, sous forme d'allègement des charges financières et sociales. À l'automne 2009, la campagne de commercialisation de la pomme débute dans des conditions plus difficiles qu'en 2008, notamment avec des stocks beaucoup plus importants.

En 2009, les prix de l'ensemble des appellations françaises, et en particulier des bourgognes, se replient nettement par rapport aux deux premiers mois de la campagne 2007/2008. Le

repli de leurs exportations et de leur consommation intérieure est aussi beaucoup plus marqué, compte tenu du contexte économique difficile. Seuls les prix des vins de consommation courante sont en hausse par rapport à 2008. Pour l'ensemble des catégories de vins, la récolte française serait nettement meilleure que la plus petite récolte jamais connue de 2008. Mais elle n'en reste pas moins inférieure à la production des cinq dernières années.

L'année 2009 est particulièrement critique pour le lait de vache qui est l'un des produits les plus touchés par la baisse du prix à la production. Après avoir amorcé une reprise en 2007 et atteint un très haut niveau début 2008, celui-ci commence à baisser à partir d'octobre 2008 tout en dépassant encore le prix de 2007. À partir de mars 2009, la baisse s'accroît très fortement pour atteindre un niveau particulièrement bas à l'été 2009. Cela résulte de la moindre valorisation des produits laitiers industriels sur le marché mondial, après la flambée des prix de 2008. En revanche, les prix de tous les produits de grande consommation, plus dépendants de la consommation sur les marchés français et européen, diminuent plus modérément. Face aux difficultés rencontrées par les producteurs, la Commission européenne met en place des mesures pour stabiliser le marché laitier. À plus long terme, un groupe « à haut niveau » est chargé de réfléchir à de nouvelles modalités de gestion, sans toutefois remettre en cause le bilan de santé de la Pac et la suppression à terme des quotas. En France, la baisse des prix entraîne celle de la collecte, les producteurs accélérant les mises à la réforme des vaches laitières. D'autres pays européens choisissent au contraire d'augmenter la production pour compenser la baisse du prix.

En 2009, les productions animales traversent une année difficile. La diminution de la production offerte se combine à la baisse de la consommation de viande et aux difficultés à l'exportation. La réduction de la demande pèse sur les cours qui restent bas. En 2009, la consommation de viande continue de se rétracter. Ceci affecte toutes les catégories de viandes de boucherie et de volaille. La seule exception est le poulet dont la production se maintient mieux que celle des autres volailles parce qu'il bénéficie du report des viandes rouges vers les viandes les moins chères. Les ménages réduisent leurs achats de viande fraîche au profit des produits élaborés, de la viande hachée, des surgelés, de la charcuterie et des abats.

Pour les industries agroalimentaires, au deuxième trimestre 2009 et par rapport au même trimestre de 2008, la baisse des prix est plus accusée compte tenu du retour à la normale des cours des matières premières et aggrave la détérioration du chiffre d'affaires. Néanmoins, l'activité s'améliore légèrement car l'effondrement de l'excédent commercial s'atténue et la consommation reprend. Par rapport au premier trimestre de l'année, l'emploi salarié baisse encore, mais moins vite. Toutefois, la filière agroalimentaire supporte mieux le contexte économique que le reste de l'industrie manufacturière (*Amélioration de la conjoncture des IAA au deuxième trimestre 2009, Industries agroalimentaires n° 2009/88, octobre 2009*).

Christine Deroin

Sommaire du bilan

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole	5	<i>P. Carrelet, C. Deroin, L. Lefebvre, H. Vigouroux, A. Viguiet</i>
Synthèses		
Rendements au rendez-vous pour les grandes cultures, <i>Grandes cultures</i>	19	<i>Hervé Schoen</i>
Cours des matières premières agricoles très sensibles aux équilibres de leurs bilans mondiaux et régionaux, <i>Grandes cultures</i>	23	<i>Pierre Carrelet</i>
2009, l'année des difficultés pour les légumes d'été, <i>Légumes</i>	27	<i>Joëlle Fressignac</i>
Une collecte de lait de vache en forte baisse en 2009, <i>Lait</i>	31	<i>Géraldine Martin-Houssart</i>
Le prix du lait en forte baisse en 2009, <i>Lait</i>	33	<i>Géraldine Martin-Houssart</i>
Amélioration de la conjoncture des IAA au deuxième trimestre 2009, <i>Industries agroalimentaires</i>	37	<i>Lise Lefebvre</i>
Chute des livraisons d'engrais en 2009, <i>Moyens de production</i>	43	<i>Lise Lefebvre</i>
En 2009, la consommation de viande se contracte encore, <i>Consommation de viande</i>	47	<i>André Viguiet</i>
Organismes et abréviations	51	
Pour en savoir plus	53	
Liste des Infos rapides		
<i>Animaux de boucherie, n° 9/11, octobre 2009</i>		<i>N. Loirette-Baldit</i>
<i>Aviculture, n° 9/11, octobre 2009</i>		<i>C. Pendariès</i>
<i>Carotte, n° 3/6, octobre 2009</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Chicorée, n° 2/5, octobre 2009</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Chou-fleur, n° 2/6, septembre 2009</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie, n° 10/12, octobre 2009</i>		<i>H. Schoen</i>
<i>Commerce extérieur, n° 10/12, octobre 2009</i>		<i>H. Vigouroux</i>
<i>Concombre, n° 4/5, septembre 2009</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Courgette, n° 3/4, septembre 2009</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Endive, n° 1/5, octobre 2009</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 8/10, octobre 2009</i>		<i>H. Schoen</i>
<i>Lait, n° 8/11, septembre 2009</i>		<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Laitue, n° 2/6, octobre 2009</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Melon, n° 5/5, octobre 2009</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Moyens de production, n° 8/9, octobre 2009</i>		<i>L. Lefebvre, A. Viguiet</i>
<i>Pêche, n° 5/5, septembre 2009</i>		<i>L. Bernadette</i>
<i>Poire, n° 3/4, octobre 2009</i>		<i>L. Bernadette</i>
<i>Poireau, n° 2/5, septembre 2009</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Pomme, n° 5/6, octobre 2009</i>		<i>L. Bernadette</i>
<i>Prairies, n° 6/7, septembre 2009</i>		<i>J.P. Cassagne</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 9/10, octobre 2009</i>		<i>C. Deroin</i>
<i>Stocks Pommes-Poires, n° 1/10, octobre 2009</i>		<i>L. Bernadette</i>
<i>Tomate, n° 5/6, septembre 2009</i>		<i>J. Fressignac</i>
<i>Viticulture, n° 4, octobre 2009</i>		<i>L. Bernadette</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole

GRANDES CULTURES

Pour la campagne 2009/2010, les volumes mondiaux disponibles tant en céréales qu'en graines oléagineuses sont importants malgré la baisse de certaines récoltes par rapport à l'an dernier. Toutefois, les conditions météorologiques au moment de la récolte américaine, susceptibles d'entraîner une révision à la baisse du disponible en maïs, demeurent un élément de pression à la hausse des cours mondiaux.

Sur le marché mondial du blé tendre, le recul des prix entamé au cours de la campagne 2008/2009 se poursuit en 2009/2010. Les facteurs de hausse des prix étant peu nombreux, la campagne 2009/2010 pourrait se caractériser par des niveaux de prix proches de ceux connus avant la nette hausse de 2006/2007.

Si les prix des productions retrouvent ainsi un niveau moyen, ce n'est pas du tout le cas de ceux des intrants, qui poursuivent encore leur hausse. Pendant deux campagnes consécutives, les exploitations spécialisées en grandes cultures subissent le coût croissant des moyens de production : la forte hausse enregistrée pendant la campagne 2008/2009 (+ 14 % par rapport à 2007/2008) s'ajoute à celle déjà subie en 2007/2008 par rapport à 2006/2007.

La production française de blé tendre atteint 36 millions de tonnes

En 2009, la production française de blé tendre atteint plus de 36,3 millions de tonnes (Mt), baissant de 1,5 % par rapport à 2008 (*Rendements au rendez-vous pour les grandes cultures, Grandes cultures n° 2009/89, octobre 2009*). Par contre, elle est nettement supérieure à la production moyenne des cinq dernières récoltes (+ 4,8 %). Concernant le disponible, il s'élève à 36,1 Mt et augmente de 3 % par rapport à la campagne 2008/2009, en raison d'un stock initial important et d'un taux de collecte supérieur. La qualité des blés produits en 2009 est satisfaisante. La plus grande partie (70 %) affiche un taux de protéines supérieur à 11 %, la quasi-totalité de la récolte présente un temps de chute de Hagberg dépassant 220 secondes et 71 % des blés ont des poids spécifiques supérieurs à 76 kg/hl.

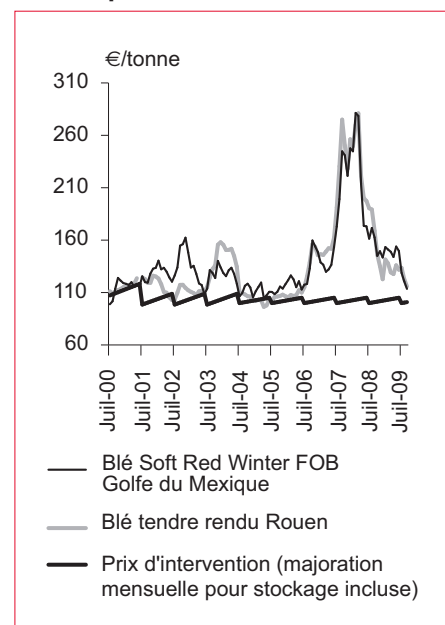
Au niveau européen, la production 2009 de blé tendre approche le niveau élevé de 129 Mt (- 8 % par rapport à 2008). Le disponible européen en blé tendre assurera un bilan excédentaire et les stocks de fin de campagne sont estimés à plus de 15 Mt, ce qui les place au même niveau qu'en fin de campagne 2008/2009.

Au niveau mondial, la production de blé recule à 666 Mt (- 3 % par rapport à la récolte record de 2008). En parallèle,

la production des pays importateurs d'Afrique du Nord augmente, diminuant leur dépendance aux importations.

Pour les pays exportateurs détenant un disponible important, la concurrence des prix sera vive. L'effet se ressent déjà sur les trois premiers mois de la campagne 2009/2010 : la baisse des cours entamée en 2008/2009 se poursuit. Sur le continent nord-américain, le prix moyen du blé soft red winter origine Golfe du Mexique approche 121 €/t (- 27 % par rapport à 2008/2009). Le point bas pourrait avoir

Des stocks importants pèsent sur les prix



Source : FranceAgriMer

été atteint en septembre avec un prix moyen mensuel de 113,5 €/t, ce qui correspond au niveau de novembre 2005. Dans l'Union européenne, la baisse des prix du blé est plus forte : le prix moyen du blé russe origine Mer Noire atteint 118 €/t (- 33 %) et le prix moyen du blé tendre français rendu Rouen dépasse 124 €/t (- 32 %). Pour ces deux origines, les points bas de septembre 2009 correspondent au niveau de prix des mois de juillet-août 2006.

En cours de campagne, les prix mondiaux et français devraient se stabiliser et les disponibilités importantes sur la zone européenne maintenir les prix européens à des niveaux modérés.

Le bilan mondial 2009/2010 en maïs est déficitaire

La production mondiale de maïs est plus problématique car elle s'élèverait à tout juste 785 Mt (- 1 % par rapport à 2008/2009), alors que la consommation mondiale augmenterait fortement sous l'effet des besoins d'éthanol aux États-Unis. La consommation mondiale de maïs 2009/2010 approcherait 800 Mt (+ 2 %) et les échanges mondiaux atteindraient 85 Mt (+ 2 %). En 2009/2010, les stocks mondiaux de maïs reculeraient à 134 Mt (- 9 %) et le rapport stocks/consommation serait seulement de 17 % alors qu'il approchait 19 % en 2008/2009 (*Cours des matières premières agricoles très sensibles aux équilibres de leurs bilans mondiaux et régionaux, Grandes cultures n° 2009/90, octobre 2009*).

La production européenne de maïs, atteint 57 Mt (- 6 %), ce qui dépasse nettement la moyenne des cinq dernières campagnes. En France, la production 2009 de maïs grain atteint 15 Mt (- 6,5 %) mais se situe au-dessus de la moyenne des cinq dernières années (+ 1,8 %). Malgré une baisse prévisible des stocks français en juin 2010 à 2 Mt, les quantités disponibles dans les pays de l'est de l'Union européenne pourraient concurrencer l'origine française à l'exportation.

Sur le marché mondial du maïs, les prix se replient nettement par rapport

au début de la campagne 2008/2009. Le prix moyen du maïs argentin pour les trois premiers mois de la campagne 2009/2010 atteint 115 €/t (- 22 % par rapport à 2008/2009) et le prix du maïs américain origine Golfe du Mexique est légèrement moins cher, à 113 €/t (- 31 %). Le prix du maïs français rendu Bordeaux se situe à 120 €/t, niveau plus élevé que celui des origines américaines, mais son évolution a suivi la même tendance à la baisse (- 31 %). En octobre, la crainte d'un épisode de gel sur les grandes plaines de production aux États-Unis fait repartir les cours du maïs à la hausse. En France, les cours du maïs rendu Bordeaux se redressent également mais les disponibilités françaises restent importantes, ce qui devrait peser sur l'évolution des cours de cette campagne.

Récoltes françaises record en orge et en blé dur

En orge et blé dur, les récoltes européennes se maintiennent aux niveaux élevés de 62 Mt pour l'orge et 8,6 Mt pour le blé dur (respectivement - 6 % et - 10 % par rapport à 2008). En France, les récoltes d'orge et de blé dur atteignent les records historiques respectivement de 13 Mt et 2,1 Mt (soit + 5,7 % et + 2,1 %).

Sur le marché français du blé dur, le prix moyen départ Sud-Ouest est tout juste supérieur à 212 €/t (- 34 %) et le cours moyen de septembre est passé sous la barre de 200 €/t. En orge de mouture, le repli est également plus marqué que pour le blé ou le maïs, avec un prix moyen rendu Rouen de 98 €/t (- 38 % par rapport à 2008/2009), et la probabilité de ventes d'orge à l'intervention en novembre devient grande.

Hausse des récoltes françaises et cours en baisse pour les graines oléagineuses...

Les productions de graines oléagineuses – soja sur le continent américain, colza et tournesol dans l'Union euro-

péenne – sont importantes. Selon l'USDA – United States department of agriculture, homologue américain du Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche – le stock des États-Unis en graines de soja doublerait en 2009/2010 par rapport à 2008/2009. Dans l'Union européenne, la production 2009 de graines oléagineuses s'élève à plus de 28 Mt (+ 6 % par rapport à 2008), grâce à une production de colza record chez les principaux pays producteurs (France, Allemagne, Pologne).

En 2009, la production française de graines oléagineuses progresse avec plus de 5,6 Mt (+ 19 % par rapport à 2008), dont 1,6 Mt de tournesol (+ 1,5 %). Cette progression s'explique par des surfaces plus importantes en colza et tournesol et par de meilleurs rendements en colza. Les stocks finaux de tournesol seraient en hausse, à 250 milliers de tonnes (+ 21 % par rapport à 2008/2009), ce qui pèse sur les cours toujours inférieurs à ceux du colza. En graines de colza, les stocks finaux 2009/2010 diminueraient légèrement, à 275 milliers de tonnes (- 4,5 %).

Par ailleurs, la production de l'Ukraine, principal exportateur de graines de colza vers l'Union européenne et la France en 2008/2009, diminue de près de 35 % en 2009. Pour autant, les exportations ukrainiennes sont estimées par l'USDA à plus de 1,6 Mt, ce qui maintiendrait la pression sur les cours européens.

Les prix des graines oléagineuses françaises restent influencés par la volatilité des cours sur le marché américain de Chicago. À Chicago, le cours moyen de la graine de soja entre juin et août 2009 s'élève à 273 €/t (- 15 % par rapport à 2008/2009), alors que celui des graines de colza rendu Rouen dépasse à peine 260 €/t (- 33 %). Le repli des cours est plus net dans l'Union européenne que sur le marché américain. Deux facteurs peuvent l'expliquer : les craintes de conditions météorologiques défavorables au potentiel de récolte de graines de soja dans les grandes zones de production des États-Unis, et aussi le rythme élevé des exportations américaines vers la Chine qui pourrait

amputer le stock américain de fin de campagne.

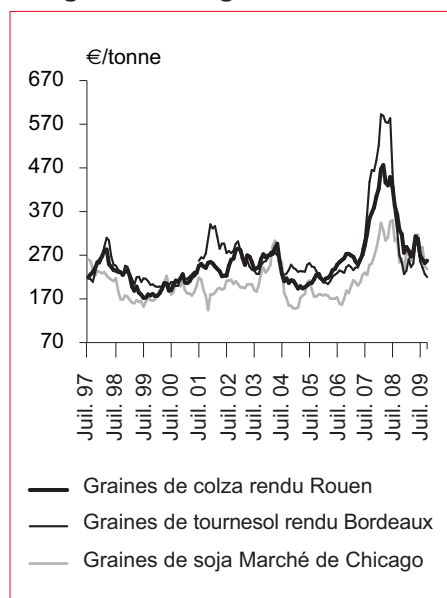
Fin septembre, le prix moyen de la campagne 2009/2010 des graines de tournesol françaises rendu Bordeaux se situe à 241 €/t (- 37 % par rapport à 2008/2009). Il est revenu à son niveau de fin juillet 2006. Les stocks, importants par rapport aux dernières campagnes, devraient continuer à peser sur les cours.

... et aussi pour les pois protéagineux

En 2009, la récolte française de pois secs s'accroît à plus de 555 milliers de tonnes (+ 23,2 % par rapport à 2008), sans pour autant rattraper le recul par rapport à la moyenne des cinq dernières années (- 45 %).

Le prix moyen des pois protéagineux départ Marne s'élève à 154 €/t (- 29 %). Les exportations sont peu dynamiques au début de la campagne (- 11 % pour les pois secs par rapport à juillet-août 2008). Sur le marché intérieur, les pois protéagineux peuvent se substituer au mélange blé-tourteau pour l'alimentation animale. Les cours actuels permettraient une hausse des

Début de la campagne 2009/2010 en repli sur les marchés des graines oléagineuses



Source : La Dépêche

incorporations de pois de près de 29 %.

Hausse de la production de pomme de terre en 2009

En 2009, la récolte française de pomme de terre de conservation atteindrait cinq millions de tonnes (Mt). Elle dépasse la récolte de 2008 de 3,6 % et se situe à un niveau supérieur à la moyenne des cinq dernières récoltes (+ 5,5 %). La hausse de la production s'explique par l'augmentation des surfaces de pomme de terre (+ 6 %), à la suite de prix relativement élevés lors de la campagne 2008/2009. Des rendements limités tempèrent toutefois cette hausse. La récolte des cinq principaux pays producteurs d'Europe de l'Ouest - France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique - est estimée à 34 Mt, en très légère progression par rapport à celle de 2008 (+ 1 %).

Pour la pomme de terre de conservation consommée en frais, les premières indications de prix pour la nouvelle campagne affichent un recul de 26 % par rapport aux deux premiers mois de la dernière campagne. Elles ne concernent toutefois que les mois d'août et septembre peu représentatifs de l'ensemble de la campagne.

Envolée des cours du sucre depuis juin 2009

En 2009, la superficie en betterave augmente en France. Elle passe de 349 milliers d'hectares en 2008 à 370 milliers en 2009 (+ 6 %). Avec des rendements record (90 t/ha, soit 10 % de plus que la moyenne des cinq dernières années) en raison de conditions climatiques favorables durant l'été, la production de betterave atteindrait 33 millions de tonnes (Mt), soit une hausse de 9 %. Les dernières estimations indiquent que les rendements seront encore supérieurs à ce niveau record.

Selon FranceAgriMer, la production française de sucre et de sirop de sucre de betterave, pour l'alcool-éthanol et

la pharmacie, atteindrait 4,7 millions de tonnes de sucre blanc contre 4,1 millions en 2008, soit une hausse de 14 %. Au niveau européen, la production de sucre de betterave baisse depuis la réforme de l'Organisation commune de marchés (OCM) sucre entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2007. Mais, grâce à la conjoncture favorable de la campagne betteravière 2009-2010, elle atteindrait 17 Mt contre 15 Mt en 2008-2009, soit une hausse de 11 %, en raison d'une hausse des surfaces (+ 4,5 %) mais surtout de la progression générale des rendements (+ 7,8 %).

Dans le bilan sucrier mondial 2008-2009, entre octobre et septembre, estimé par l'Organisation internationale du sucre (ISO), la production mondiale de sucre atteindrait 157 Mt de sucre brut. Elle baisserait de près de 12 Mt par rapport à la production de 169 Mt pour 2007-2008 (*Le bilan sucrier mondial 2008/2009 s'annonce déficitaire, Betterave n° 2009/73, juin 2009*). Les baisses de production dans de nombreux pays, dont l'Inde, l'Union européenne, la Chine, la Thaïlande, les États-Unis, le Mexique et le Pakistan, ne sont pas compensées par les hausses des pays producteurs, notamment le Brésil et la Russie.

La consommation, en hausse de 1,7 %, est estimée à 165 Mt pour 2008/2009, ce qui entraînerait un déficit mondial de l'ordre de 8 Mt contre un excédent de 10 Mt pour 2007/2008. La contraction des disponibilités à l'exportation pèse toujours sur l'équilibre mondial alors que la demande d'importation s'accroît, notamment en Inde où la baisse de la production ne s'est pas accompagnée de celle de la consommation. De ce fait, les stocks mondiaux sont bas et pourraient atteindre seulement 20 Mt à la fin de la campagne 2009.

Malgré une hausse modérée de la production, en lien avec les phénomènes climatiques, sécheresse en Inde et pluies au Brésil, le bilan 2009/2010 devrait connaître un déficit dû à une chute des stocks, et à une consommation en hausse, principalement en Asie - Chine, Inde, Pakistan, Indonésie - et en Russie. Les prix devraient donc rester en hausse.

VINS

Récolte 2009 : meilleure que la petite récolte de 2008

De janvier à octobre 2009, le cours du sucre sur les marchés à terme a connu une forte hausse pour le sucre blanc, et plus encore pour le sucre brut. Celle-ci intervient dans le contexte baissier des autres matières premières agricoles, alors que le bilan sucrier mondial est déficitaire et que le rôle des opérateurs financiers croît sur les marchés à terme. Sur le marché physique de New York, le cours du sucre brut atteint 349 €/tonne en octobre (+ 80 % par rapport à octobre 2008). Sur les marchés à terme, la hausse est plus vive pour le sucre brut à New York (+ 77 %) que pour le sucre blanc à Londres (+ 60 %). La « prime de blanc », ou écart de prix sur le marché à terme entre les sucres blanc et brut (+ 89 €/tonne en octobre 2009), a été impactée par les aléas de la production des deux premiers producteurs de sucre brut – Brésil et Inde –, conjugués aux fortes disponibilités européennes à l'exportation, même si elles sont contingentées depuis la réforme de l'OCM sucre.

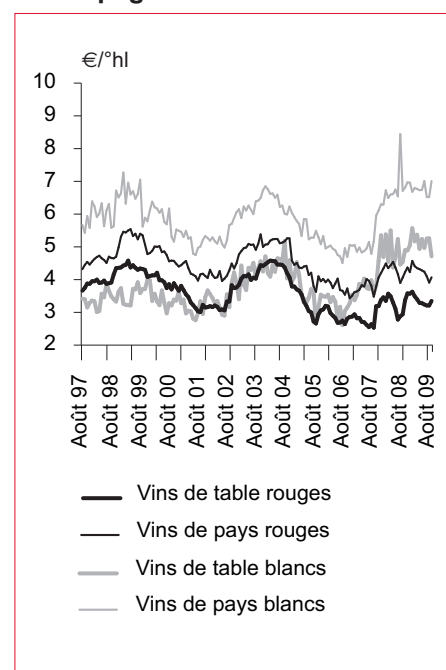
La récolte 2009, estimée au 1^{er} octobre, dépasserait nettement la très faible récolte 2008 (+ 10 %), mais elle est encore inférieure de 7 % à la moyenne des cinq dernières récoltes (*Le bilan de la campagne viticole 2008/2009 est très mitigé, Viticulture n° 2009/84, septembre 2009*). La récolte totale de vins français est estimée à 47 millions d'hectolitres (Mhl), dont 23 Mhl de vins d'appellation (+ 7 % par rapport à 2008 et - 1 % par rapport à la moyenne 2004-2008). Les vins aptes à la production de Cognac marquent une forte progression par rapport à 2008 (à 7,7 Mhl, soit + 15 %), mais leur volume est encore nettement inférieur à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 5 %). Les volumes de vins de pays sont les seuls à diminuer par rapport à 2008, dépassant tout juste 12 Mhl (- 3 % par rapport à 2008). La progression la plus nette se fait au profit des « autres vins, jus et moûts » – y compris les dépassements de plafond de rendement pour le classement en AOP (appellation d'origine protégée) – dont le volume atteint près de 4,4 Mhl (+ 79 % par rapport à 2008 mais - 10 % par rapport à la moyenne quinquennale).

moyen des vins de pays rouges et rosés se stabilise à près de 4 €/°hl (- 1 % par rapport à 2008/2009) et celui des vins blancs recule nettement par rapport à la dernière campagne, mais à un niveau proche de 6,80 €/°hl (- 9 %). Cette réduction du prix moyen des vins de pays blancs doit être interprétée en tenant compte du prix moyen exceptionnellement élevé, du début de la campagne 2008/2009.

... mais ceux des vins d'appellation en repli

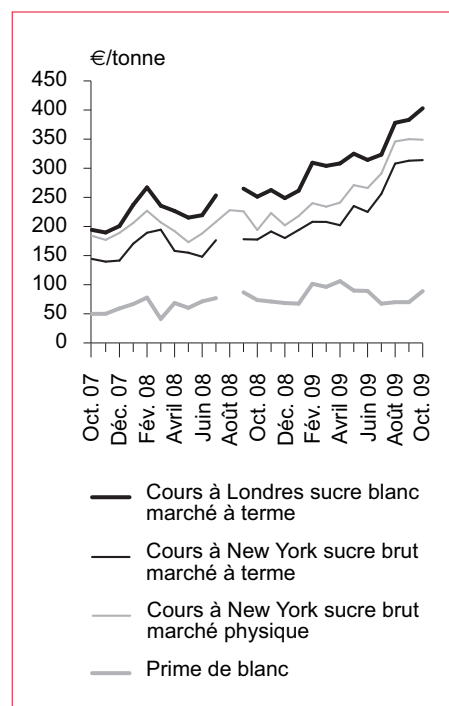
Au début de la campagne 2009/2010, le prix à la production des vins d'appellation subit un repli sensible, après une campagne 2008/2009 marquée par une correction importante des prix pour certaines appellations. Les prix à la production de l'ensemble des appellations françaises reculent nettement par rapport aux deux premiers mois de la campagne 2008/2009 (- 8 %). Les appellations de bordeaux, et de bourgogne en particulier, n'échappent pas à cette forte baisse, respectivement de 8 % et 21 %.

Les prix des vins de table rouges et rosés commencent la campagne 2009/2010 en hausse



Source : FranceAgriMer - Contrats d'achats

Envolée des cours moyens mensuels



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

Au début de la campagne 2009/2010, prix des vins de tables rouges et rosés en hausse...

Sur les deux premiers mois de la campagne 2009/2010, le prix moyen des vins de table augmente nettement par rapport à la même période de 2008/2009. Le prix moyen des vins de table rouges et rosés approche 3,30 €/°hl (+ 12 % par rapport à 2008/2009) et celui des vins blancs dépasse 5 €/°hl (+ 11 %). Les prix des vins de pays débutent la campagne 2009/2010 avec des niveaux élevés, mais en baisse par rapport au début de la campagne 2008/2009. Le prix

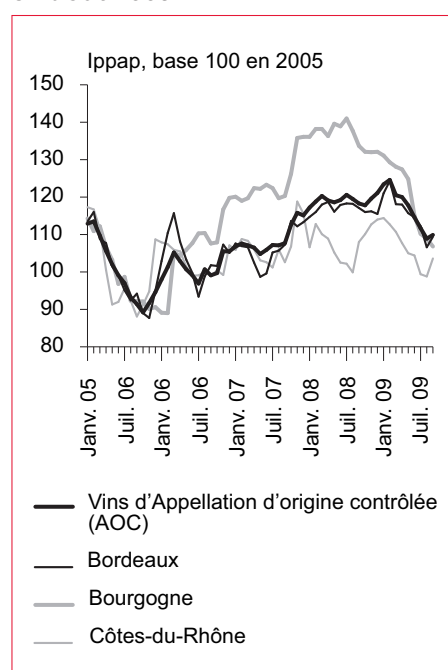
La campagne 2008/2009 a été finalement plutôt décevante. Malgré de faibles disponibilités, la récolte 2008 ayant été l'une des récoltes les plus basses jamais connues, les prix des vins d'appellation ont diminué.

Pour les vins de consommation courante, les prix ont augmenté, mais très modérément. Cela résulterait d'une consommation intérieure peu dynamique et du recul très net des exportations de vins dans un contexte économique mondial défavorable.

Consommation taxée et ventes en vrac peu dynamiques

Sur les douze mois de la campagne 2008/2009, la « consommation taxée » – établie par la direction des Douanes et correspondant aux quantités de vins mises en circulation sur le marché intérieur – ralentit nettement par rapport à 2007/2008. Fin juillet 2009, la consommation taxée de l'ensemble des vins atteint 30 Mhl (– 5 % par rapport à 2007/2008), celle des vins d'appellation 16 Mhl (– 6 %) et celle des

Le repli des prix à la production des vins d'appellation se poursuit en août 2009



Source : Insee

vins de table et de pays 14 Mhl (– 4 %). La baisse s'explique par les faibles volumes récoltés en 2008, minimum historique pour la France, et aussi par le contexte économique peu favorable à la consommation. Une consommation intérieure orientée en priorité vers les vins les moins chers justifierait le recul plus important pour les vins d'appellation.

Stocks de vins d'appellation estimés en baisse au début de la campagne 2009/2010

Avec la hausse de la récolte 2009, le niveau des stocks du début de la campagne 2009/2010 sera déterminant pour connaître les disponibilités chez les producteurs et évaluer le rythme de vente de la récolte sur le marché. À partir des stocks de fin de campagne n-1/n et de la récolte de l'année n, auxquelles sont soustraites les quantités sorties de chais cumulées au 31 juillet de l'année n, il est possible d'établir une première estimation des variations de stocks au début de la campagne 2009/2010. Pour les vins de consommation courante, est également soustrait le volume de 0,6 Mhl de distillations autorisées au cours de la campagne 2008/2009, mais qui ne seront effectives que sur la campagne 2009/2010.

Les stocks de vins de consommation courante diminueraient par rapport au début de la campagne 2008/2009, ainsi que les disponibilités. D'après les premières données de ventes en vrac sur la campagne 2009/2010, les volumes de transaction se replient par rapport aux deux premiers mois de la campagne 2008/2009 pour les vins de consommation courante mais, pour les vins de pays, ils progressent légèrement (+ 3 % par rapport à août-septembre 2008).

Les stocks de vins d'appellation progresseraient légèrement par rapport à 2008/2009 et les disponibilités au début de la campagne 2009/2010 pourraient augmenter et revenir à un niveau proche de 2007/2008. Le rythme d'écoulement de ces disponibilités plus importantes dépendra de l'évolu-

tion de la consommation intérieure, mais aussi de la demande des pays importateurs, peu porteuse pour le moment.

La réduction des exportations de vins se poursuit, mais à un rythme ralenti

Depuis le début de la campagne 2008/2009, les exportations de vins français sont en retrait. Sur l'ensemble de la campagne, les exportations françaises de vins reculent de 12 % et celles de vins d'appellation de 16 % par rapport à 2007/2008. Pour les vins de table et de pays, le recul se limite à 7 %. Les exportations chutent à la fois vers l'Union européenne mais aussi vers les pays tiers, le repli étant plus sensible vers nos voisins européens.

Sur le premier mois de la campagne 2009/2010, les volumes exportés restent en retrait par rapport au premier mois de campagne 2008/2009 (– 11 %). Les exportations de vins d'appellation diminuent nettement, tant vers l'Union européenne (– 16 %) que vers les pays tiers (– 13 %). Toutefois, il est probable que les négociants des principaux pays importateurs aient déstocké durant la campagne 2008/2009.

Par ailleurs, les prévisions d'évolution de la situation économique mondiale en 2010 font état d'un possible rétablissement des principales économies. Cela pourrait favoriser un ralentissement de la baisse des exportations de vins français, mais rien n'indique que les volumes exportés retrouveront les niveaux exceptionnels de 2006 ou 2007. Au cours de la campagne 2009/2010, les exportations françaises devraient atteindre un palier.

La reprise des prix se confirmerait pour les vins de consommation courante

Deux facteurs favoriseraient la reprise des prix des vins de consommation courante. D'une part, ils profiteraient

de la préférence des consommateurs pour une catégorie moins chère de vins et, d'autre part, leurs prix de vente seraient stimulés par la baisse des disponibilités au début de la campagne 2009/2010.

Incertitude sur l'évolution des prix des vins d'appellation en 2009/2010

Les disponibilités de la campagne 2009/2010 augmenteraient par rapport à 2008/2009, à cause de la hausse de la récolte de vins d'appellation en 2009 et de la très légère progression attendue pour les stocks en début de campagne. Cela pourrait provoquer, pour la campagne 2009/2010, une baisse des prix dont l'ampleur dépendra du niveau des exportations et de la consommation taxée. Des exportations légèrement plus dynamiques l'atténueraient.

LÉGUMES ET FRUITS

Les légumes d'été ont souffert de prix anormalement bas

À partir du printemps 2009, les conditions climatiques sont particulièrement favorables aux récoltes. Les productions française et européenne sont abondantes et dépassent nettement celles de 2008. Les températures excédentaires de juin, notamment dans les régions du sud de la France, ont accéléré les calendriers de production, ce qui a perturbé les mises en marché. La commercialisation des produits a été difficile et l'année 2009 se caractérise par des prix très bas par rapport aux années précédentes (2009, l'année des difficultés pour les légumes d'été, *Légumes* n° 2009/91, octobre 2009). Au début de la campagne d'été, le contraste est vif après la flambée des prix des légumes d'hiver

dopés par le froid de janvier-février 2009.

En 2009, la production globale de **concombre**, qui est encore inférieure aux volumes moyens entre 2004 et 2008, est stable par rapport à celle de 2008 : elle augmente très légèrement pour le concombre sous serre, et baisse fortement pour le concombre en plein air dont les surfaces continuent de diminuer. Le marché intérieur du concombre subit de vives concurrences, européenne et interrégionale. Les prix sont relativement stables par rapport aux années précédentes, ainsi que le chiffre d'affaires qui est toutefois plus bas de 6 % que le chiffre moyen entre 2004 et 2008.

En dépit d'une légère baisse des surfaces, la production de **melon** augmente de 9 % par rapport à 2008 car les rendements sont meilleurs, quel que soit leur mode de culture. Dès le début de la campagne, la commercialisation du melon est difficile avec des niveaux de prix durablement bas (- 24 % pour la campagne par rapport à ceux de 2008 et - 17 % par rapport à 2004-2008). Le bilan de l'ensemble de la campagne, bien que favorable pour le Centre-Ouest, est décevant au niveau national. La chute des prix entraîne celle du chiffre d'affaires (- 17 % par rapport à 2008 et - 14 % par rapport à 2004-2008).

En 2009, les surfaces totales en **tomate pour le marché du frais** diminuent encore, tant en plein air qu'en serre chauffée. Cette diminution limite

la production (- 6 % par rapport à 2008, et - 9 % par rapport à 2004-2008), malgré de meilleurs rendements que ceux de 2008 dans l'ensemble des bassins de production. Après un début de campagne de commercialisation très favorable en raison d'importations limitées, le marché ensuite très encombré et concurrentiel, s'est fortement dégradé avec des prix très bas. Ceux-ci restent nettement en dessous des prix de 2008 (- 13 %) et des prix moyens de 2004-2008 (- 14 %). Outre l'importante réduction des surfaces (- 15 % par rapport à la moyenne 2004-2008), production limitée et petits prix tirent le chiffre d'affaires vers le bas (- 18 % par rapport à 2008, et jusqu'à - 22 % par rapport à 2004-2008).

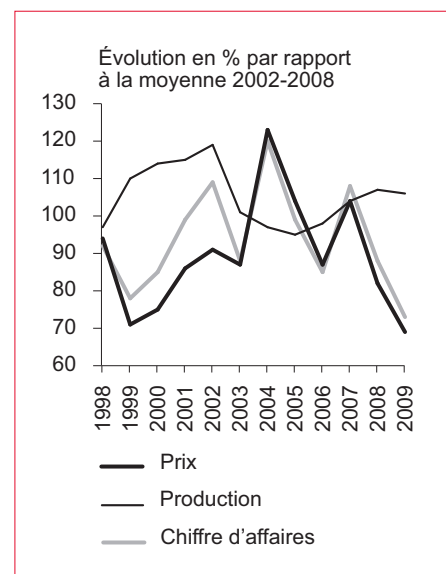
La production de **courgette** de la campagne 2009, malgré un très léger recul par rapport à 2008 du fait des réductions de surfaces, dépasse encore de 6 % la production moyenne 2004-2008. Mais sa commercialisation est très critique. Malgré un timide redressement du marché en août, les prix et le chiffre d'affaires chutent de 17 % par rapport à 2008. Leur chute est encore plus forte par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (respectivement - 31 % et - 27 %). Dès le début de la campagne, le marché de la courgette a été dominé par les prix très bas de la courgette espagnole, à cause du retard de la

Carotte et fraise : les rescapées de l'année 2009

	Évolution en % de l'indicateur de chiffre d'affaires	
	Par rapport à 2008	Par rapport à la moyenne 2004-2008
Carotte	+ 22	+ 1*
Fraise	+ 4	+ 5
Concombre	0	- 6
Endive	- 2	- 3*
Chou-fleur	- 4	- 4*
Courgette	- 17	- 27
Melon	- 17	- 14
Tomate	- 18	- 22

* Évolution par rapport à la moyenne 2003-2007
Sources : Agreste, FranceAgriMer

Courgette : chute des prix et du chiffre d'affaires



Sources : Agreste, FranceAgriMer

production française. En même temps, la demande a manqué de dynamisme.

Par rapport à 2008, les surfaces en **laitue d'été** restent stables, la culture sous serre diminuant contrairement au plein air qui s'étend légèrement. La production de laitue d'été, entre mai et septembre 2009, augmente de 5 % par rapport à 2008, mais reste inférieure de 14 % à la production moyenne entre 2004 et 2008. Certaines parcelles en surproduction n'ont pas été récoltées. Mais les prix ne se sont pas pour autant relevés jusqu'aux prix très élevés de 2008. Pour la laitue d'hiver, les surfaces reculeraient aussi bien sous serre qu'en plein air, ce qui limiterait la production pour l'hiver 2009/2010.

Le début de la campagne 2009/2010 est aussi difficile pour les légumes d'hiver

Pour la campagne 2008/2009, la production légumière de l'hiver et sa mise en marché ont été perturbées par des conditions climatiques très défavorables à partir de l'automne 2008, notamment le froid rigoureux de janvier-février 2009. Cela a revigoré les prix à la production, nettement plus élevés que ceux de la campagne précédente, mais cette hausse exceptionnelle, de plus du double pour le chou-fleur et le poireau, n'a duré que les trois mois d'hiver et les prix n'ont pas compensé pour tous les produits la baisse de production (*Légumes d'hiver : le froid hivernal fait grimper les prix, Légumes n° 2009/75, juin 2009*).

Les prix de la campagne 2009/2010 sont jusqu'à maintenant nettement en retrait sur les prix 2008/2009. Pour le **poireau**, la récolte et les rendements seraient stables mais, par rapport à 2008, les prix à la production baissent de 28 %. À partir de juin 2009, le marché s'est en effet dégradé avec l'arrivée des produits d'Europe du Nord et une faible demande intérieure. Par rapport à 2008-2009, la production totale baisserait de 5 % pour le **chou-fleur**, et de 14 % pour l'**endive chicon** (- 21 % par rapport à 2004-2008). Ces baisses de production résultent d'un

recul continu des surfaces, en particulier pour l'endive qui reste confrontée à des problèmes structurels. Les racines d'endives ont en effet perdu 18 % de leurs surfaces par rapport à la surface moyenne 2004-2008. Jusqu'en août 2009, les volumes limités de chou-fleur étaient encore compensés par des prix en hausse.

Pour la **carotte**, au contraire, la production augmenterait de 13 % par rapport à la campagne précédente grâce à l'extension des surfaces (+ 10 % en un an) et des rendements revenus à la normale. Les prix diminuent de 28 % par rapport à 2008 et restent stables par rapport à la moyenne quinquennale.

Le niveau des prix de l'été 2009 est critique pour les fruits frais

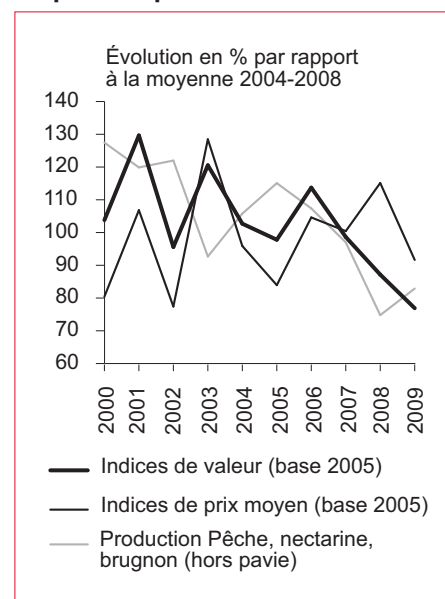
L'année 2009 marque le retour à une production de fruits d'été plus normale. La campagne 2008 avait en effet été déficitaire du fait de gels de printemps touchant notamment les fruits à noyau. Les prix à la production subissent une chute encore plus spectaculaire que celle des légumes. Elle conduit à la prise de mesures d'urgence pour les produits en crise, abricot, cerise, pêche, nectarine, poire d'été et prune. En août, les ventes au déballage sont complétées par le déclenchement d'un plan d'aide aux exploitations victimes de la crise économique, sous forme d'allègement des charges financières et sociales.

La chute la plus rude concerne l'**abricot**, d'autant plus que les prix avaient été très élevés en 2008 en raison d'une très faible production (*Les prix ne compensent pas la très faible production d'abricots, Fruits n° 2008/44, septembre 2008*). La baisse des prix atteint 52 % par rapport à ceux de 2008 et 30 % par rapport aux prix moyens entre 2004 et 2008, l'offre augmentant respectivement de 17 % et 103 %. Par rapport à 2008, la valorisation de la production, est inférieure de 3 % mais, par rapport aux cinq dernières années, elle baisse de 13 %.

La production de **pêche, nectarine et brugnion** est supérieure de 11 % à

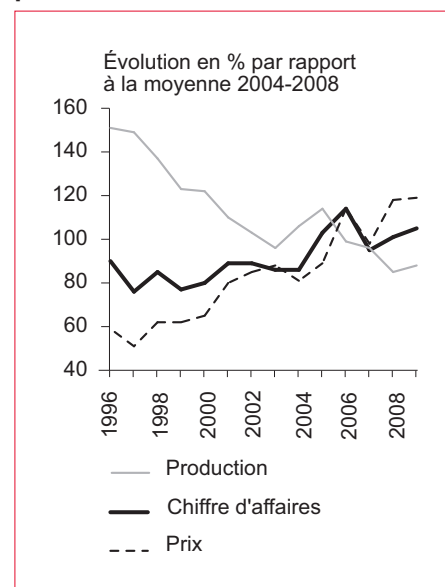
celle de 2008, mais inférieure de 9 % à une récolte moyenne entre 2004 et 2008. Le repli de la surface du verger se poursuit, de façon inégale selon les régions (- 12 % par rapport aux cinq dernières années). Le marché, dominé par les produits espagnols en début de campagne, n'a pas soutenu les prix malgré une petite amélioration en août : ceux-ci sont inférieurs de 8 %

Pêche : valorisation de plus en plus difficile



Sources : Agreste, Insee

Fraise : chiffre d'affaires en hausse, tiré par des prix élevés et une bonne production



Sources : Agreste, FranceAgrimer

par rapport à 2008, mais de 20 % par rapport aux prix moyens 2004-2008. La valorisation de la production se dégrade depuis plusieurs années (en 2009, - 12 % par rapport à 2008 et - 23 % par rapport à la période 2004-2008).

Pour la **cerise**, la cueillette est abandonnée dans toutes les régions à cause de prix insuffisamment rémunérateurs. Sa production fait un bond de 27 % par rapport à 2008, mais reste en deçà de 9 % sur celle de 2004-2008. Les cours tombent jusqu'à 25 % de la moyenne quinquennale en mai.

Par contre, pour la **fraise**, la campagne se déroule de façon favorable. Les volumes écoulés sont quasiment identiques à ceux des cinq années précédentes. La concurrence étrangère, notamment espagnole, est restée modérée. Les prix se sont maintenus à + 5 % pour la fraise. L'indicateur de chiffre d'affaires augmente de 4 % par rapport à 2008 et de 5 % par rapport à 2004-2008.

Stocks croissants de pommes et poires au début de la campagne 2009/2010

En 2009, le verger français de pommiers continue de se réduire et perd 21 % de sa surface par rapport à 2000. Malgré cette importante réduction, la production de **pomme** dépasse de 2 % la faible production de 2008, tout en restant inférieure de 2 % au niveau moyen de la période 2004-2008. En septembre 2009, les stocks de pommes dépassent de 25 % ceux de 2008 pour l'ensemble des variétés. Les prix de la pomme continuent de baisser. Sa commercialisation est très difficile et le marché se dégrade aussi pour l'industrie. Elle est aussi déclarée en crise fin août par FranceAgriMer.

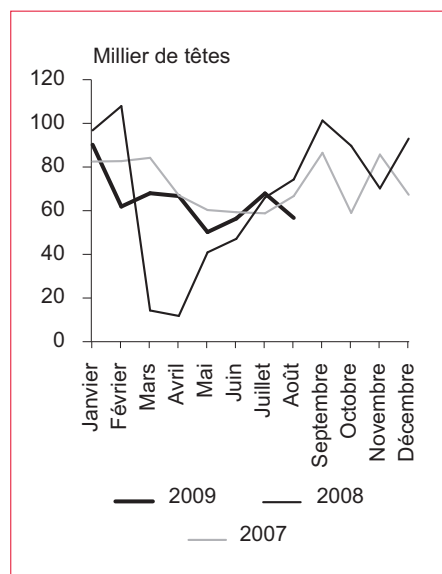
Pour la campagne 2009/2010, la production de **poire de table** retrouverait un niveau normal, supérieur de 17 % au niveau de 2008 qui était le plus bas des dix dernières années à cause du gel sur fleurs d'avril. Dans ce contexte, les stocks de poires, en

augmentant de 45 %, retrouvent des niveaux habituels. La réduction de la surface du verger de poiriers s'amplifie en raison des cessations d'activité et de la poursuite des arrachages (- 4 % par rapport à 2008 et - 17 % par rapport au niveau moyen quinquennal).

PRODUCTIONS ANIMALES

En 2009, les productions animales traversent une année difficile. La diminution de la production offerte se combine à la baisse de la consommation de viande et aux difficultés à l'exportation. La réduction de la demande pèse sur les cours qui restent bas. Malgré sa baisse, le coût de l'alimentation des animaux demeure encore élevé. La production de poulet se maintient mieux que celle des autres volailles, grâce à un certain report de la demande en viande rouge vers le poulet.

Les exportations de broutards vers l'Italie demeurent en-dessous de celles de 2007



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Stabilité de la production de bovins finis

En cumul de janvier à août, la production de gros bovins remonte en 2009 de 3 % en un an. Elle avait baissé de 3 % en 2008. Elle se situe un peu en dessous (- 1 %) de la moyenne des cinq dernières années.

La production d'animaux finis est stable en cumul de janvier à août. Les abattages de gros bovins mâles sont moins importants que l'an dernier (- 9 %). Ils étaient particulièrement élevés en 2008, à cause des difficultés de commercialisation liées à la fièvre catarrhale ovine. Ils sont redescendus en 2009 au niveau moyen des cinq dernières années. À l'inverse, les abattages de vaches sont plus nombreux qu'en 2008 (+ 8 %), année où ils avaient été particulièrement bas du fait du report des réformes des vaches laitières dans le but d'accroître la production de lait.

Fortement affectées de mars à mai 2008 par les restrictions de mouvements des animaux à cause de la fièvre catarrhale ovine, les exportations de broutards vers l'Italie se sont maintenues en 2009 plus proches de celles de 2007. En cumul sur les huit premiers mois, elles dépassent de 13 % celles de 2008, mais restent inférieures de 8 % à leur niveau en 2007 (*Secousses sur le marché des broutards, Animaux de boucherie n° 2009/65, mars 2009*).

Le commerce extérieur de viande bovine ralentit. Cumulées sur les huit premiers mois, les importations baissent en un an de 2 % et les exportations de 4 %. Le solde déficitaire se creuse, atteignant - 86 milliers de tonnes-équivalent-carcasse (téc).

La consommation de viande bovine, calculée par bilan et cumulée sur huit mois, recule légèrement (- 1 % ; - 2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années). Les résultats du panel TNS, cumulés sur neuf périodes, indiquent une baisse de 2 % en un an des achats de viande de bœuf par les consommateurs, malgré une quasi-stabilité des prix (*En 2009, la*

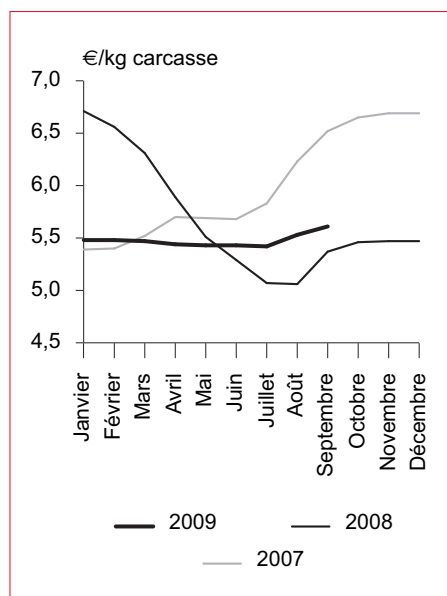
consommation de viande se contracte encore, *Consommation de viande n° 2009/95, octobre 2009*).

Les cours des gros bovins sont stables en 2009. Le cours moyen de janvier à août est inférieur de 5 % à celui de 2008, et de 2 % au cours moyen des cinq dernières années. Le cours des vaches O, particulièrement élevé en 2008 du fait de la pénurie des réformes de vaches laitières, redescend de 11 %, pour se situer 6 % en dessous du cours moyen des cinq dernières années. Le cours des broutards mâles charolais est supérieur de 5 % à celui de 2008, année où il était très déprimé du fait des difficultés d'exportations à cause de la fièvre catarrhale ovine. Il est cependant inférieur de 5 % au cours moyen des cinq dernières années.

De moins en moins de veaux

La production de veaux maigres et de boucherie décline d'année en année. En cumul sur les huit premiers mois, elle chute en 2009 de 5 % en un an et de 16 % par rapport à la production moyenne des cinq dernières années.

En 2009, le cours du veau de boucherie est stable



Source : FranceAgriMer

Le commerce extérieur de veaux est lui aussi ralenti. En cumul sur les huit premiers mois, les importations baissent de 2 %. Leur hausse en provenance des Pays-Bas et d'Espagne ne compense qu'en partie la chute des flux venant d'Allemagne. Les exportations se replient plus fortement (- 28 %), vers l'Italie comme vers l'Espagne. Le déficit commercial, habituel sur la période considérée de janvier à août, se creuse fortement (- 50 000 têtes).

Le cours du veau de boucherie est resté très stable en 2009, à un niveau proche de la moyenne des cinq dernières années (5,46 €/kg-carcasse en moyenne de janvier à août 2009). Il est plus bas de 6 % que le cours moyen sur la même période de 2008. Il avait commencé l'année 2008 à un niveau élevé, pour marquer ensuite un creux en milieu d'année.

Le cours du veau de huit jours est en 2009 au-dessus de celui de 2008 (+ 4 % en moyenne de janvier à août) mais il se situe cependant bien plus bas que sa moyenne des cinq dernières années (- 30 %).

La consommation de viande de veau, calculée par bilan et cumulée sur huit mois, chute de 5 % et se retrouve 11 % en dessous de sa moyenne des cinq dernières années.

D'après le panel TNS, en cumul sur les neuf premières périodes, les achats de viande de veau baissent plus fortement (- 3 %) que ceux de viande de bœuf, desservis par un prix moyen d'achat en hausse de 3 %. La viande de veau garde son image de viande chère.

La production ovine poursuit son déclin

La chute de la production ovine s'accroît. En cumul sur les huit premiers mois de l'année, la production décroît de 9 % par rapport à 2008, et de 16 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

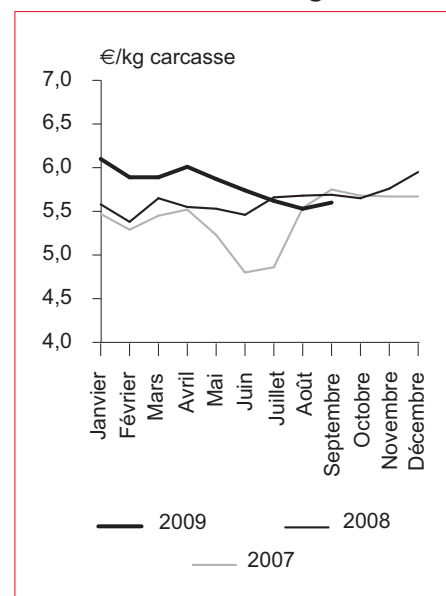
Les abattages d'agneaux diminuent de 9 % par rapport à 2008, en cumul sur

huit mois. Une baisse similaire (- 10 %) affecte les abattages d'ovins de réforme. Les mises à la réforme sont moins massives en 2009 que ce qu'elles étaient en 2008 par rapport à 2007 (+ 11 %).

Face à cette baisse de production, les importations de viande ovine se renforcent en un an de 5 %, en cumul de janvier à août. Les exportations sont négligeables. Les achats en provenance du Royaume-Uni, qui sont les plus importants, progressent de 3 %, et ceux provenant de Nouvelle-Zélande de 11 %.

La consommation de viande ovine, calculée par bilan et cumulée de janvier à août, semble se stabiliser (- 1 %) après la chute de 6 % en 2008. D'après le panel TNS, en cumul sur neuf périodes, les achats des consommateurs sont stables en volume par rapport à 2008, profitant de la quasi-stabilité du prix d'achat moyen. Le cours de l'agneau est resté ferme de janvier à avril 2009, où il atteint 6 €/kg-carcasse. Avec la progression des importations de viande à moindre coût, il s'abaisse à partir de mai, s'établissant en août à 5,53 €/kg-carcasse, soit un cours assez proche de celui d'août 2008 et d'août 2007.

Cotations fermes de l'agneau



Source : FranceAgriMer

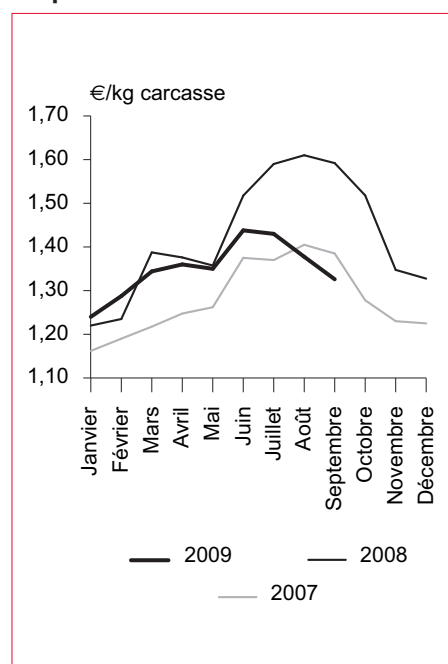
Fermeté des cours porcins limitée au premier semestre

La production porcine, cumulée de janvier à août, est en recul de 1 % en 2009 par rapport à 2008, année où elle avait été stable par rapport à l'année précédente. La production en 2009 est égale à sa moyenne des cinq dernières années (*La filière porcine française toujours en difficulté, Animaux de boucherie n° 2009/77, juin 2009*).

Durant le premier semestre 2009, le cours du porc charcutier suit un mouvement saisonnier ascendant, comme en 2008. Il atteint 1,44 €/kg-carcasse en juin. À partir de juillet, le cours suit la tendance baissière européenne (1,38 €/kg-carcasse en août), alors qu'à la même période en 2008 il s'était fortement redressé. En moyenne sur les huit premiers mois de l'année, le cours du porc charcutier est plus bas de 4 % qu'en 2008, et il est égal à sa moyenne des cinq dernières années.

La consommation de viande de porc calculée par bilan et cumulée de janvier à août est quasiment stable en 2009 (-0,7 %) et se maintient égale à la moyenne des cinq dernières années. Elle est soutenue par les achats des ménages qui, d'après le

Ferme jusqu'en juin, le cours du porc charcutier fléchit ensuite



Source : FranceAgriMer

panel TNS sur les neuf premières périodes de 2009, augmentent de 1 % en volume pour le porc frais. Intégrant les importantes promotions, le prix moyen d'achat baisse de 2 %, renforçant l'attrait de la viande porcine comme viande moins chère que les viandes rouges. Les achats de charcuterie se développent aussi.

Les échanges commerciaux de viande porcine s'affaiblissent. Sur les huit premiers mois de l'année, les exportations diminuent de 4 % par rapport à 2008, du fait d'achats moins importants de la Russie et de la Chine. En 2008, les exportations avaient été soutenues jusqu'à début août par des restitutions. Les importations de viande porcine diminuent aussi, mais seulement de 2 %.

Après leur forte hausse dans la première moitié de 2008, les prix d'achat des aliments composés pour porcins ont régressé durant le deuxième semestre 2008 et le premier trimestre 2009, puis se stabilisent. L'évolution moyenne des prix de janvier à août est en 2009 de -18 % par rapport à 2008, mais de +21 % par rapport à 2006.

L'enquête cheptel de mai 2009 révèle une baisse du cheptel porcin de 2,1 % par rapport à mai 2008. La baisse touche toutes les catégories de porcins, en particulier les truies et les porcelets, ce qui limitera la production dans les mois à venir.

Production de volailles en baisse et consommation stable

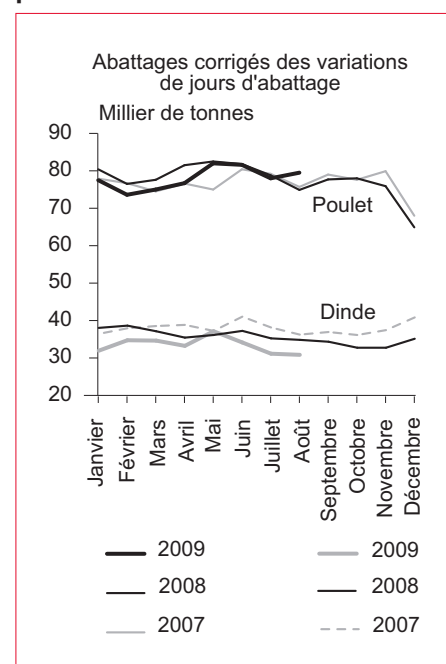
En 2009, la production de volailles du premier semestre est en retrait de 4 % par rapport à 2008, mettant fin à la reprise partielle de la production en 2007 et 2008 après la crise de l'influenza aviaire de 2006. Ainsi, la production au premier semestre 2009 est inférieure de 11 % à son niveau de 2005, avant la crise. Le maintien de la consommation de volailles dans le premier semestre va de pair avec une dégradation du solde commercial de viandes et préparations de volailles. Globalement, ce solde reste positif mais, concernant les échanges avec

l'Union européenne, il est négatif et se creuse de 67 milliers de tonnes (*Synthèse Aviculture n° 2009/85, septembre 2009*).

La production de poulet est celle qui résiste le mieux avec un repli de seulement 2 %, soutenue par la consommation qui bénéficie de la désaffection touchant les viandes rouges. La consommation de poulet, calculée par bilan, augmente ainsi de 4 % par rapport à 2008. Cette pointe de la consommation est rendue possible par un fort développement des importations de viandes et préparations à base de poulet (+7 % en un an pour le premier semestre, +14 % pour le seul deuxième trimestre) et par la baisse de 4 % des exportations de viandes et préparations à base de poulet.

Les baisses de production sont plus marquées pour les autres volailles, atteignant -8 % pour la dinde et -10 % pour le canard. La consommation calculée par bilan est aussi en recul, de 6 % pour la dinde et de 7 % pour le canard. Elle baisse moins fortement que la production, car la consommation est soutenue par un développement important des importations de viandes et préparations (+21 % pour la dinde et +13 % pour le canard).

Les abattages se maintiennent pour le poulet, mais déclinent pour la dinde



Source : Agreste

L'année 2009 est marquée par une grande stabilité du prix à la production des poulets. En moyenne de janvier à août (0,93 €/kg vif), il est inférieur de 9 % au prix de 2008. Il dépasse cependant de 10 % celui de 2007. Après avoir baissé en début d'année, le prix à la production de la dinde est stabilisé de mai à août, à 1,02 €/kg vif. Ce prix est plus bas de 12 % qu'à la même période de 2008, mais il est 19 % plus fort qu'en 2007.

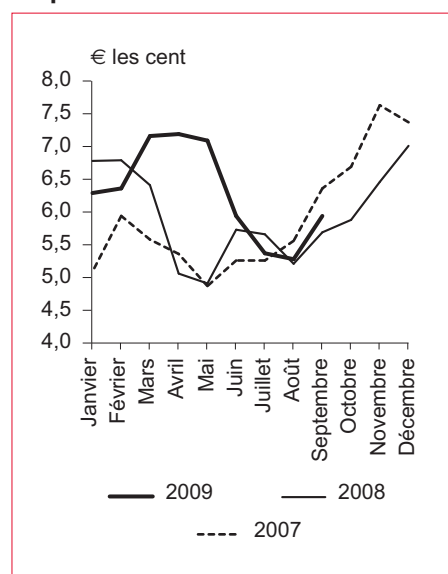
Cette stabilisation des prix suit la hausse qui a eu lieu dès mi-2007, répercutant rapidement l'augmentation des coûts de production, ce qui a été facilité par la forte intégration de ces productions.

Les mises en place de poulets de chair de mai à juillet 2009 sont en hausse de 4 % par rapport à 2008, rendant possible une reprise de la production durant le deuxième semestre 2009. Par contre, les mises en place chutent dans les sept premiers mois de 9 % pour les canards, et de 4 % pour les dindes. On peut donc s'attendre à la continuation de la baisse de ces productions.

Chute de la production d'œufs

Au premier semestre 2009, la production d'œufs est très basse. En dimi-

Fermeté du cours des œufs au premier semestre



Source : Les Marchés - Cotation TNO

nution pour la cinquième année consécutive, elle recule de 5 % par rapport à 2008 et de 9 % par rapport à sa moyenne des cinq dernières années.

Les mises en place de poulettes de race ponte, en cumul sur les sept premiers mois, s'accroissent de 5 % en 2009. Elles sont particulièrement fortes en juillet (+ 16 %). Ces mises en place devraient soutenir la production d'œufs de consommation au deuxième semestre 2009.

En réponse à la modération de l'offre, le prix de l'œuf est resté ferme de janvier à mai, puis a chuté de juin à août. Selon la cotation TNO, le cours des œufs est en août de 5,28 € les cents, alors qu'il dépassait 7 € de mars à mai. En moyenne sur les huit premiers mois de l'année, il est supérieur de 5 % au prix moyen de 2008, et de 33 % au prix moyen des cinq dernières années.

Le commerce extérieur d'ovoproduits alimentaires ralentit. En cumul sur huit mois, les importations se replient de 12 % par rapport à 2008, et les exportations de 4 %. Le déficit commercial se réduit donc un peu [- 17 000 tonnes-équivalent-œufs-coquilles (téoc) en cumul sur huit mois en 2009, contre - 22 500 téoc en 2008].

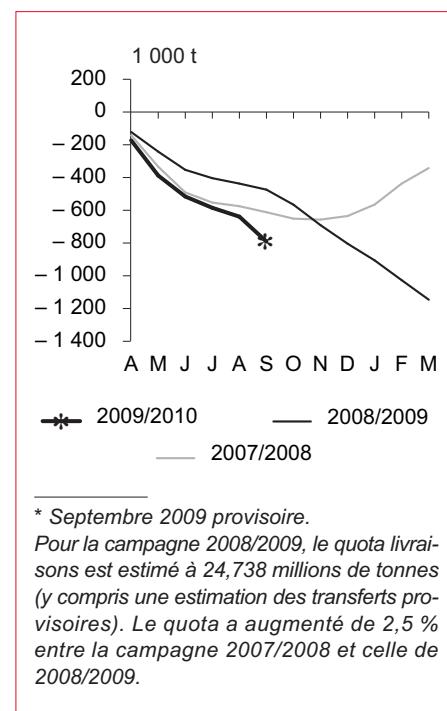
Baisse de la collecte laitière

Sur les huit premiers mois de l'année 2009, les litrages de lait de vache collectés en France baissent de 4 % par rapport à ceux de 2008, tout en dépassant ceux de 2007. D'avril à septembre 2009, la collecte cumulée corrigée de la matière grasse est en baisse de 25 % par rapport à la même période de la campagne précédente, avec un déficit estimé à près de 639 milliers de tonnes par rapport au profil théorique du quota national. Ce déficit a augmenté de 67 % par rapport à septembre 2008, alors que le quota national n'a pas augmenté entre la campagne 2008/2009 et celle de 2009/2010. Il avait toutefois augmenté de 2,5 % entre la campagne 2007/2008 et 2008/2009. La détérioration de la collecte de lait se prolonge depuis l'automne 2008.

Dans un contexte de baisse du prix du lait, les éleveurs ont diminué le troupeau laitier ainsi que la consommation d'aliments pour animaux. D'après l'étude sur le cheptel bovin réalisée par le Service de la statistique et de la prospective (SSP), à partir de la base de données nationale d'identification bovine (BDNI), le cheptel de vaches laitières a repris sa diminution entre mai 2008 et mai 2009 (*Une collecte de lait de vache en forte baisse en 2009, Lait n° 2009/92, octobre 2009*).

Le prix standard du lait de vache à la production diminue de 19 % sur les sept premiers mois 2009, après avoir amorcé une reprise depuis 2007 (*Le prix du lait en forte baisse en 2009, Lait n° 2009/93, octobre 2009*). Cette diminution fait suite à celle du prix des produits laitiers industriels qui chutent après leur flambée de 2008 (*Forte chute des fabrications de produits laitiers au premier trimestre 2009, Lait n° 2009/78, juin 2009*). Sur les sept premiers mois 2009, le prix du beurre chute ainsi de 21 % et celui des poudres de lait écrémé de plus de 30 %. En revanche, le prix de tous les

En août 2009, le déficit de la collecte par rapport au quota national se creuse de 639 milliers de tonnes



* Septembre 2009 provisoire.

Pour la campagne 2008/2009, le quota livraisons est estimé à 24,738 millions de tonnes (y compris une estimation des transferts provisoires). Le quota a augmenté de 2,5 % entre la campagne 2007/2008 et celle de 2008/2009.

Sources : Enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer, Situation mensuelle laitière (SSP)

produits de grande consommation, davantage dépendants de la consommation sur les marchés français et européens, diminue plus modérément (- 6,5 % pour les fromages et - 7,3 % pour les desserts lactés).

Sur les huit premiers mois de l'année 2009, dans ce contexte de baisse de la collecte laitière et des prix, les fabrications de produits laitiers industriels diminuent. Les fabrications de poudres de lait et de beurre baissent respectivement de 8 et de 3 %. Les produits laitiers de grande consommation, à plus forte valeur ajoutée, ont des évolutions contrastées. La production de l'ensemble des fromages baisse, à l'exception de celle des fromages à pâte persillée qui augmente de 6 %. Au contraire, les fabrications de yaourts et desserts lactés frais progressent de 1,3 % et les laits écrémés en poudre de 3,2 %.

Après une hausse de 22 % en 2008, l'excédent commercial des produits laitiers se détériore de près de 20 % et atteint 1 667 millions d'euros en cumul depuis le début de l'année 2009 (*Produits laitiers : nouveau record de l'excédent commercial français en 2008, Lait n° 2009/66, mars 2009*). Les exportations de produits laitiers diminuent ainsi de 15 % en valeur tandis que les importations baissent de 9 %. Cette détérioration du solde commercial est essentiellement due à une baisse des échanges en volume.

Les fromages et les yaourts, desserts lactés et poudres de lait, principaux secteurs exportateurs, sont la cause principale de la baisse de l'excédent commercial. Pour les huit premiers mois de l'année 2009, les exportations en tonnage de fromages baissent de 4 % et celles des yaourts et desserts lactés de 3,7 %. Les exportations de poudre de lait industrielles, centrées sur les pays tiers, déclinent de 30 %.

En cumul sur les huit premiers mois de l'année, le déficit commercial des crèmes conditionnées a été multiplié par cinq en raison d'une forte augmentation des importations. Le déficit en beurre, au contraire, diminue de 41 % en valeur. Les importations en tonnage ont en effet diminué de 9 %. Les impor-

tations de lait conditionné en volume augmentent de 25 % et celles de fromages augmentent de 13 %.

INTRANTS

L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa), correspondant aux charges des producteurs, a baissé en moyenne de 2,9 % sur les huit premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2008. Cette diminution résulte de la forte baisse des prix du poste « énergie et lubrifiants », qui répercute la baisse du prix du pétrole libellé en euro. L'Ipampa ne prend cependant pas en compte un éventuel remboursement de cinq centimes par litre de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) en 2009. Le prix des engrais, contrairement au prix de l'énergie, augmente fortement, poussant les agriculteurs à diminuer leur consommation et à utiliser leurs stocks.

Baisse du prix de l'énergie

En augmentation sur les huit premiers mois de 2008, le prix du pétrole brut « Brent » décline de 51 % sur la même période de 2009. Son prix libellé en euro diminue moins fortement (- 44 %), en conséquence d'une appréciation du dollar par rapport à l'euro. Mais depuis janvier, il amorce une augmentation et atteint 51 euros/baril (contre 33 €/baril en janvier).

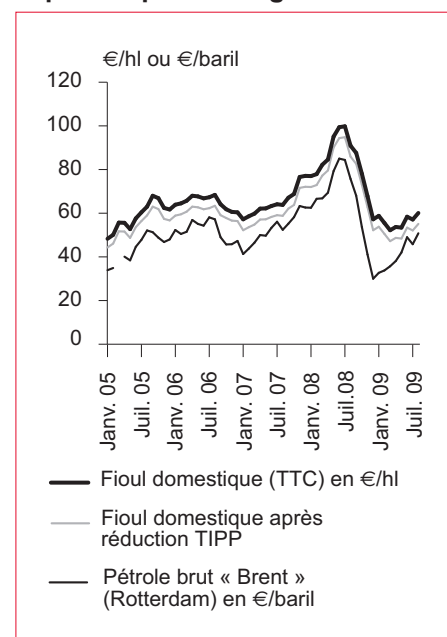
En août 2009, le prix de gros du fuel domestique, principal produit pétrolier utilisé par les agriculteurs, baisse de 29 % par rapport à août 2008. Toutefois, un remboursement de la TIPP pour les achats de fuel domestique pour les agriculteurs a été mis en place depuis juillet 2004. Il est effectif pour 2008 (5 euros par hectolitre), mais pas pour 2009. L'Ipampa qui n'intègre ce remboursement que pour 2008, présente une baisse de 32 % sur les huit premiers mois de 2009.

La diminution des prix des produits pétroliers autres que le fuel domestique a été légèrement moins soutenue. Cette baisse s'élève ainsi à 22 % pour l'essence et à 28 % pour le gazole sur les huit premiers mois de l'année, en raison du poids nettement plus important de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Selon l'Ipampa, le poste « énergie et lubrifiants » décline de 25 % en moyenne pour les huit premiers mois de 2009.

Nette diminution des livraisons d'engrais azotés, potassiques et phosphatés

Le cours des engrais augmente fortement (+ 41 %) au cours de la campagne 2008-2009 par rapport à la campagne précédente. La hausse du cours du gaz naturel enregistrée depuis le début de l'année 2008 entraîne une hausse nettement plus soutenue des prix des engrais simples azotés (+ 30 % sur la campagne 2008-2009, après + 25 % sur la campagne 2007/2008). Dans le même temps, les cours des engrais potassiques et phosphatés s'envolent (respectivement + 81 % et + 60 %).

Depuis janvier 2009, le prix du pétrole augmente



Sources : Insee, Ministère de l'Industrie

Désavantagées par une conjoncture défavorable avec la baisse des prix des produits agricoles, les livraisons d'engrais à l'agriculture (en quantités d'éléments fertilisants) repartent à la baisse au cours de la campagne 2008/2009 (*Chute des livraisons d'engrais en 2009, Moyens de production n° 2009/94, octobre 2009*). Les livraisons d'engrais potassiques diminuent de 59 % et celles d'engrais phosphatiques de 54 %. Les livraisons d'engrais azotés diminuent plus modérément (- 13 %).

Malgré la forte baisse des livraisons, les dépenses consacrées aux engrais lors de la campagne 2008/2009 sont supérieures de 5,2 % à celles de la campagne 2007/2008.

Hausse des prix des produits phytopharmaceutiques

En hausse de 2 % pour la campagne 2007/2008, les prix des produits phytopharmaceutiques progressent plus fortement (+ 4 %) sur la campagne 2008/2009, soit entre octobre 2008 et septembre 2009 pour la récolte 2009. Les prix augmentent principalement pour les fongicides (+ 5,5 %) et les acaricides (+ 4,3 %). Ils progressent moins fortement pour les insecticides (+ 1,8 %).

En hausse de 16 % sur les trois premiers trimestres de la campagne 2007/2008, le chiffre d'affaires des produits phytopharmaceutiques n'augmente plus que de 6,5 % sur la même période de la campagne 2008/2009. Il est vrai que les surfaces en grandes cultures ont augmenté de près de 450 milliers d'hectares en 2008 contre seulement 40 milliers en 2009. Le chiffre d'affaires des fongicides croît ainsi de 3,5 % sur les trois premiers trimestres de la campagne 2008/2009, après une hausse de 21 % sur les trois premiers trimestres de la campagne précédente. Quant au chiffre d'affaires des herbicides, son augmentation se stabilise à 12 %.

Production d'aliments des animaux en net repli

En 2009, la production d'aliments composés recule par rapport à 2008. Après leur envolée, les prix d'achat des aliments pour animaux ont baissé, mais restent bien au-dessus de leur niveau de 2006.

La production d'aliments composés chute fortement en 2009. La chute touche toutes les catégories d'animaux. Cumulée sur les huit premiers mois, cette production diminue de 8 % par rapport à 2008, année où elle avait été soutenue par une forte demande pour les bovins.

En 2008, la production pour bovins avait en effet été exceptionnellement forte, en particulier pour répondre aux besoins des producteurs de lait. L'envolée du prix du lait incitait les producteurs à augmenter leur production en reportant la réforme des animaux et en augmentant les rations en aliments concentrés pour leurs vaches. En 2009, avec la dépression du marché du lait, la demande d'aliments composés pour les vaches laitières se rétracte, puisqu'il n'est plus aussi rentable de gonfler la production de lait par le biais de l'alimentation concentrée. En cumul sur huit mois, la production d'aliments pour vaches laitières tombe en 2009 de 13 % en un an. Elle reste cependant supérieure de 8 % à sa moyenne des cinq dernières années.

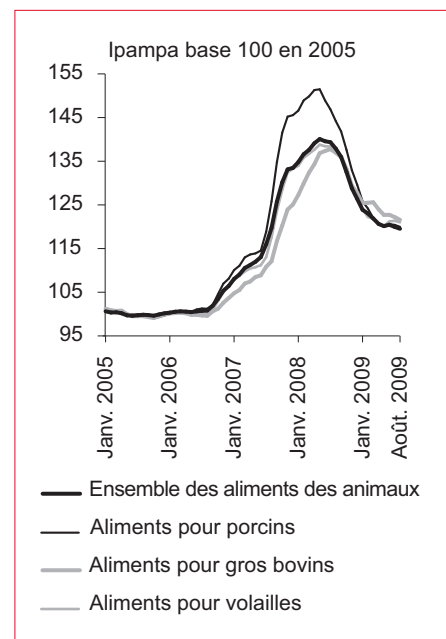
La production d'aliments pour porcins chute aussi en 2009. La baisse atteint 8 % en un an, en cumul sur huit mois, et 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Elle affecte également les aliments pour les porcs charcutiers, pour les truies et pour les porcelets.

Le ralentissement de la production d'aliments pour la volaille est de 4 % en un an. Il poursuit la tendance des années précédentes pour la dinde (- 9 % en un an, - 20 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années). La baisse

pour les palmipèdes (- 8 %, - 1 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années) apparaît comme un retour à la normale après une expansion en 2008. La production pour les poules pondeuses, en baisse plus réduite (- 3 %), revient à son niveau moyen des cinq dernières années. Enfin, la production pour lapins continue à diminuer (- 8 %, - 16 % par rapport à la moyenne quinquennale).

Pendant le deuxième semestre 2007 et le premier semestre 2008, de fortes hausses de prix avaient affecté les achats des aliments pour animaux. Ensuite, les prix d'achat sont redescendus et, à partir de juillet 2009, ils semblent se stabiliser. En 2009, le prix moyen d'achat de l'ensemble des aliments des animaux sur les huit premiers mois décroît de 13 %. Il demeure cependant 8 % au-dessus du prix moyen de 2007, et 19 % au-dessus du prix moyen de 2006.■

Baisse partielle des prix de l'alimentation animale



Sources : Insee, Agreste

Retour GRANDES CULTURES

Rendements au rendez-vous pour les grandes cultures

La plupart des grandes cultures obtiennent de bons rendements, battant parfois de nouveaux records comme pour l'orge, le triticale, le colza et la betterave industrielle. Excepté pour le maïs, qui a souffert d'un été trop sec dans les régions de production, la récolte 2009 des grandes cultures s'est soldée par une augmentation par rapport à 2008, avec des productions dépassant parfois les plus hauts niveaux. En 2009, la sole française des oléagineux et protéagineux bénéficie d'un transfert d'une partie des semis de blé d'hiver, dû à une météo souvent pluvieuse au moment de l'ensemencement du blé.

En 2009, la production française de céréales à paille est au plus haut niveau

Depuis la fin des années 90, les surfaces françaises de céréales ont peu varié, oscillant autour de neuf millions d'hectares. En 2009, malgré une diminution de la sole de 216 milliers d'hectares, celles-ci se situent encore au niveau élevé de 9,4 Mha. La production des céréales à paille progresse de 1 % par rapport à la récolte record 2008, pour atteindre 54 millions de tonnes, grâce à des rendements croissants (+ 3 q/ha), la sole étant en retrait de 2 %. Toutes les céréales à paille sont concernées par cette augmentation de la production, excepté le blé tendre d'hiver, en diminution de 2 % par rapport à 2008, à cause d'une baisse de 6 % de ses surfaces.

En 2009, la récolte de blé français marque le pas, à la suite d'une diminution des surfaces

Après les semis record de blé en 2008, la sole de blé d'hiver perd 337 milliers d'hectares. Elle retombe à 5,1 millions d'hectares, surface quasi stable depuis 1998, malgré des baisses observées en 2001 et 2003, et compensées immédiatement l'année suivante.

Toutes les régions métropolitaines sont concernées par cette baisse, et plus particulièrement les régions du Sud-Ouest qui ont souffert d'une météo pluvieuse au moment des emblavements en octobre-novembre. La plus importante diminution de surface de blé d'hiver est observée dans la région Midi-Pyrénées, qui réduit sa sole de blé de 62 milliers d'hectares, soit - 17 % par rapport à 2008. Les difficultés de

semis ont eu pour effet d'en reporter une partie sur les cultures de printemps, notamment sur les oléagineux (+ 88 milliers d'hectares pour le tournesol).

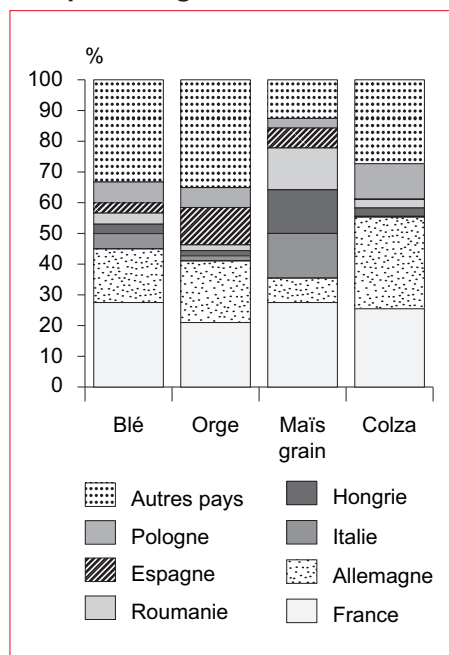
À l'inverse, les réductions de semis ont été les plus faibles dans les régions de l'est de la France, où le manque de pluie a été le plus sensible au moment de cette opération. Avec 74 q/ha, les rendements de blé ont atteint en 2009 un haut niveau, en hausse de 5 q/ha par rapport à la moyenne des dix dernières années. Après 1998 et 2004, c'est la troisième meilleure année depuis au moins 1980. Toutes les régions métropolitaines ont augmenté leur rendement, excepté la Normandie et les régions du sud pour lesquelles le manque d'eau a pu être déterminant au moment du gonflement des grains. Toutefois, la hausse des rendements

n'ayant pas complètement compensé la baisse de la sole, la production de blé se retrouve ainsi en diminution de 520 milliers de tonnes, soit - 1 % par rapport à 2008, mais reste encore à un haut niveau, soit - 3 % par rapport à l'année record 1998.

Depuis 2006, le blé français représente 21 % de la sole de blé européenne, part qui descend à 20 % en 2009. Entre 2008 et 2009, la diminution des

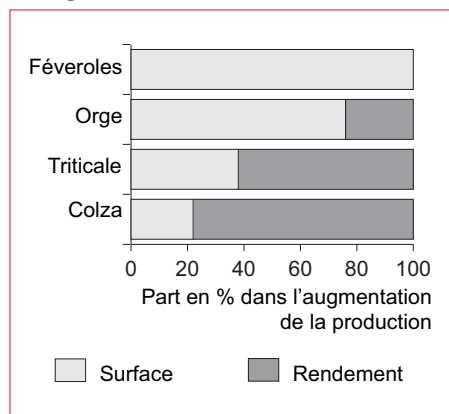
surfaces européennes de blé, représenterait 600 milliers d'hectares, malgré une augmentation de 300 milliers d'hectares de la sole de blé des pays de l'est de l'Union européenne. En 2009, la France est un des rares pays européens dont les rendements augmentent : devant l'Allemagne, c'est le plus gros producteur de blé de l'Union européenne, dont elle représente 20 % de la production totale.

La France est le premier producteur européen de grandes cultures



Source : Eurostat

En 2009, surfaces et rendements participent de façon variable au record de production des grandes cultures

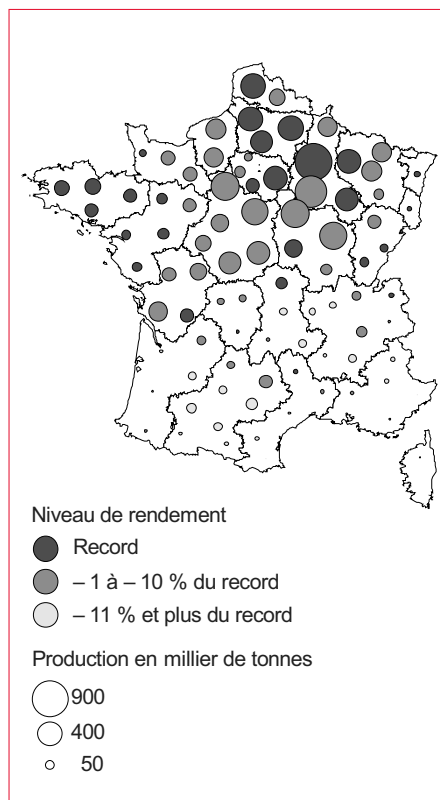


Source : Agreste

Les rendements d'orge atteignent leur meilleur niveau dans de nombreuses régions

Après avoir stagné depuis la fin des années 1990, la sole française d'orge suit une tendance à la hausse depuis 2006. En 2009, ces surfaces sont estimées à 1,9 million d'hectares, soit 80 milliers d'hectares de plus qu'en 2008. Les semis d'orge n'ont pas particulièrement été touchés par les pluies, la météo étant plutôt favorable sur les régions productrices. Toutes les régions bénéficient de cette augmentation de la sole, et plus particulièrement les

Les rendements d'orge atteignent leurs meilleurs niveaux dans de nombreux départements



Source : Agreste

régions de la façade ouest de la France. Les rendements sont également en augmentation dans les deux tiers des régions, avec souvent des niveaux encore jamais atteints. En 2009, surfaces et rendements en hausse génèrent une production nationale record de 12,9 millions de tonnes, en progression de 690 milliers de tonnes par rapport à l'année 2008, qui constituait déjà l'année de référence.

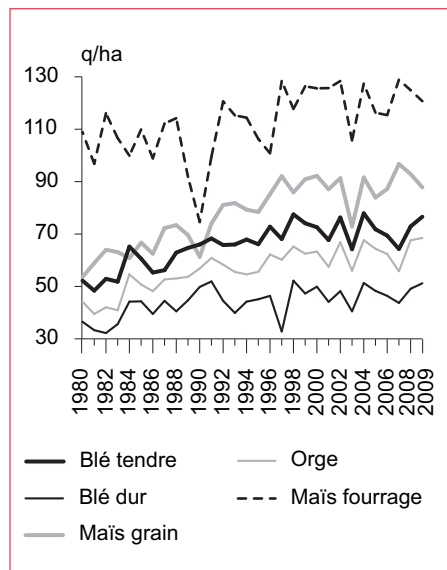
Au niveau européen, la France est le leader des producteurs d'orge, juste devant l'Allemagne. À elles deux, elles représentent plus du tiers de la production totale de l'Union européenne.

Le manque de pluie en été dans le Sud-Ouest a fait baisser les rendements du maïs-grain

À partir de 1988, année où la sole de maïs-grain avait atteint un record de deux millions d'hectares, ses surfaces ont baissé au fil des années, malgré des variations annuelles parfois importantes. Ainsi, entre 2004 et 2006, la baisse a atteint - 300 milliers d'hectares, suivie d'une hausse de 240 milliers d'hectares entre 2006 et 2008. En 2009, la sole est en léger retrait (- 17 milliers d'hectares), pour se situer à 1,7 million d'hectares.

Cependant, les situations diffèrent selon les régions. En 2009, le supplément de surfaces en maïs-grain profite essentiellement aux régions de la moitié sud de la France, et notamment au Poitou-Charentes (+ 11 milliers d'hectares). Au contraire, les régions de la moitié nord ont réduit leurs surfaces d'ensemencement, la plus importante réduction se situant dans les Pays de la Loire (- 15 milliers d'hectares). Les conditions climatiques de l'été, particulièrement sec sur la plupart des régions, et notamment dans le Sud-Ouest, n'ont pas favorisé les rendements. Le rendement national moyen descend à 88 q/ha, en baisse de 5 q/ha par rapport à 2008, et de 3 q/ha par rapport à la moyenne quinquennale 2004-2008. Toutes les grandes régions productrices de maïs-grain ont des rendements en baisse (- 10 q/ha en Aquitaine, - 3 q/ha en Midi-Pyrénées, - 6 q/ha en Poitou-Charentes), excepté l'Alsace qui

Pour la deuxième année consécutive, les rendements céréaliers augmentent, excepté ceux du maïs



Source : Agreste

conserve son haut niveau de rendement évalué à 109 q/ha. Avec des surfaces et des rendements en baisse en 2009, la production estimée à 14,8 millions de tonnes perd un million de tonnes.

La France maintient toutefois son rang de premier producteur européen de maïs-grain, devant l'Italie et la Hongrie. Elle recouvre seulement un quart de la sole de maïs-grain de l'Union européenne, mais représente un tiers de sa production.

Pour la troisième année consécutive, la récolte de colza bat son record grâce à des rendements élevés

La production atteint 5,6 millions de tonnes, soit une augmentation de 19 % par rapport à la précédente récolte

record de 2008. Cette bonne récolte résulte de la conjugaison de surfaces en hausse et de niveaux de rendement particulièrement hauts. Seules les régions Rhône-Alpes, et Midi-Pyrénées en particulier, ont eu des rendements en baisse (respectivement - 7 % et - 16 %), les autres régions ayant augmenté leur rendement de 16 % en moyenne. Les meilleurs rendements sont obtenus dans les régions du nord de la France, avec des valeurs dépassant 40 q/ha. Concernant les surfaces, entre 2003 et 2007, la sole de colza avait augmenté de 580 milliers d'hectares (+ 56 %), pour atteindre son meilleur niveau à 1,6 million d'hectares. Après avoir marqué le pas en 2008, avec une perte de 156 milliers d'hectares, les surfaces regagnent 61 milliers d'hectares en 2009, soit une hausse de + 4 %. La sole de colza a progressé pour 17 régions productrices.

En 2009, les surfaces françaises de colza représentent 25 % de l'ensemble des surfaces européennes. Avec l'Allemagne, premier producteur de l'Union européenne, et la Pologne, elles couvrent 58 % des surfaces totales européennes de colza qui s'élèvent à 6,6 millions d'hectares (+ 5 % par rapport à 2008), pour une production de 21 millions de tonnes, soit + 9 % par rapport à 2008.

En 2009, betterave et protéagineux bénéficient de rendements élevés, et d'une augmentation de la sole

La betterave industrielle a bénéficié cette année d'une conjoncture plus favorable que l'an passé. La sole a augmenté de 6 %. Les conditions climatiques – gel inoffensif et bon ensoleillement durant l'été entrecoupé de

pluies régulières – ont été favorables. La production nationale monte ainsi à 33 millions de tonnes (+ 9 % par rapport à 2008), avec une teneur en sucre en hausse de 3 %, et des rendements qui frôlent 90 t/ha. La Picardie, première région productrice de betterave industrielle, et la région Champagne-Ardenne concentrent 58 % de la production nationale.

Pour la première fois depuis 2004, la production de protéagineux repart à la hausse en 2009 (+ 220 milliers de tonnes) pour atteindre le million de tonnes. La sole atteint 206 milliers d'hectares, en augmentation de 43 milliers d'hectares par rapport à 2008 (+ 26 %), dont + 27 milliers d'hectares pour les féveroles (+ 45 %). Les rendements atteignent un bon niveau, aussi bien pour le pois (48 q/ha) que pour la féverole (49 q/ha). La production de féveroles se concentre en Île-de-France et surtout en Picardie, qui détiennent à elles deux 57 % de la production nationale. Concernant le pois, la production est un peu plus étendue sur le territoire, les quatre régions les plus importantes, situées au nord du territoire, représentant 59 % de la production nationale.

En 2009, les surfaces en jachère marquent le pas

Après la suppression du gel obligatoire par la Commission européenne en octobre 2007, 464 milliers d'hectares sur 1 204 disponibles ont été mis en culture en 2008. Par contre, l'assolement dégagé en 2009 n'a été que de 39 milliers d'hectares, et porte les surfaces de jachères encore disponibles à 701 milliers d'hectares.

Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2008/2009) et prévisionnels (2009/2010) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil International des Céréales : www.igc.org.uk
- Les cotations françaises sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- Dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Récolte record pour le colza et la plupart des céréales à paille », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 8/10, octobre 2009
- « Récolte record pour les céréales et le colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 7/10, septembre 2009
- « Campagne 2009/2010 : des ressources mondiales de maïs incertaines », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2009/79, juillet 2009
- « La baisse des semis de céréales profite aux autres grandes cultures », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/72, juin 2009
- « Début 2009 : volatilité des cours céréaliers et oléagineux », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/62, mars 2009
- « Campagne 2008/2009 : chute rapide des cours des céréales et oléagineux sur les six premiers mois », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/57, mars 2009

Retour GRANDES CULTURES

Cours des matières premières agricoles très sensibles aux équilibres de leurs bilans mondiaux et régionaux

Avec le retour d'un bilan mondial céréalier excédentaire depuis deux campagnes, les cours des grandes cultures sont en baisse. Pour le maïs, le bilan mondial est déficitaire. Au contraire, le bilan européen présente un disponible important et les cours des maïs européens subissent moins la pression à la hausse que les maïs expédiés à partir du golfe du Mexique. De même, les évolutions des cours du sucre suivent la tendance des équilibres du bilan mondial du sucre brut. Bien que lié au blé et au maïs par l'intermédiaire du processus de fabrication de l'éthanol, le sucre présente pourtant une problématique différente. C'est en effet en raison de la situation déficitaire du bilan mondial que les cours de la campagne 2008/2009 ont augmenté.

D'après le dernier rapport du Conseil international des céréales daté du 24 septembre, la récolte céréalière mondiale 2009 s'élève à 1 753 millions de tonnes (Mt), riz non compris. Elle recule de seulement 2 % par rapport à 2008 qui constitue le record historique. Mais son recul, qui s'explique par les baisses de surfaces semées, est finalement atténué par les rendements de l'année.

Pour la campagne 2009/2010, la consommation mondiale de céréales atteindrait 1 743 Mt (+ 1 % par rapport à 2008/2009). En même temps, les échanges se réduiraient nettement, à 224 Mt (- 10 %), sous l'effet de bonnes récoltes dans les pays habituellement importateurs d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Les stocks mondiaux de céréales atteindraient ainsi 363 Mt (+ 3 %), assurant un rapport stocks/consommation de 21 %, ce qui se rapprocherait de la situation de 2004/2005. Mais cet état favorable des

disponibilités et des stocks provient essentiellement du bilan mondial en blé car le bilan en maïs serait déficitaire pour la campagne 2009/2010.

Bilan mondial en blé largement excédentaire

La production mondiale de blé en 2009 est inférieure au record de 2008, mais elle constitue la seconde récolte la plus importante jamais enregistrée. Elle atteindrait 666 Mt (- 3 % par rapport à 2008) et dépasserait largement la consommation mondiale de blé estimée à 643 Mt, quasiment identique au niveau de 2008/2009. En 2009/2010, les échanges mondiaux de blé descendraient à 113 Mt : les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord ont en effet enregistré des récoltes plus élevées après avoir atteint un niveau d'importations exceptionnellement élevé en 2008/2009. Au final, les stocks mondiaux de blé dépasseraient 185 Mt

(+ 13 % par rapport à 2008/2009) et le rapport stocks/consommation approcherait 29 %, ce qui ramènerait le bilan mondial de blé à une situation proche de celle connue à la fin de la campagne 2002/2003.

Bilan mondial en maïs déficitaire

D'après le dernier rapport publié le 9 octobre par l'USDA - homologue américain du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche - la production mondiale de maïs, de 792,5 Mt, dépasserait très légèrement le record de 2007/2008 (792 Mt). La consommation mondiale de maïs augmenterait jusqu'à plus de 800 Mt (+ 3,7 %), en raison de la hausse de 14 % des usages industriels américains pour la fabrication d'éthanol. Les stocks mondiaux reculeraient à 136 Mt (- 7 %) et le rapport stocks/consommation descendrait à 17 % comme à la fin de la campagne 2007/2008.

Les bilans mondiaux, mais aussi régionaux, déterminent les cours du blé et du maïs

Les évolutions actuelles des cours mondiaux du blé et du maïs s'expliquent par leurs bilans mondiaux. Toutefois, des effets de bilans régionaux sont à prendre en compte pour analyser ces évolutions, en particulier pour le maïs.

Pour les trois premiers mois de la campagne 2009/2010, le cours moyen du blé américain – soft red winter origine Golfe du Mexique – se situe à 121 €/t et recule de plus de 20 % par rapport à 2008/2009. Or, le rapport stocks/consommation du bilan mondial en blé s'accroît de 4 points par rapport à la dernière campagne : lors de la campagne 2008/2009, le rapport stocks/consommation avait déjà augmenté de 6 points et les cours des blés américains origine Golfe du Mexique avaient baissé de plus de 30 % par rapport à 2007/2008. L'impact de l'augmentation des stocks mondiaux sur les évolutions des cours mondiaux du blé est très net et les deux variables présentent une corrélation négative. En prenant le prix Fob Golfe du Mexique du blé soft red winter comme référent dans la relation entre le prix mondial et le rapport stocks/consommation mondiale de blé, ce dernier explique plus de 29 % du prix moyen de campagne depuis 2001/2002. La campagne 2007/2008 ressort comme une année atypique au regard de cette relation de long terme. En faisant abstraction de cette campagne, la relation entre prix et stocks est nettement plus précise et les erreurs de prévision sont réduites. Il faut ajouter que la relation apparaît plus nette depuis la campagne 2004/2005.

Au niveau européen, les cours du blé évoluent parallèlement aux cours mondiaux, et en fonction de la concurrence rapprochée des blés russes et ukrainiens qui prennent de plus en plus de poids dans les échanges avec les clients d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Le prix du blé suit de très près les variations des postes du bilan mondial. Lorsque les campagnes sont atypiques comme en 2007/2008, la composante spécula-

tion sur les marchés à terme serait un élément amplificateur du mouvement de hausse des prix.

Les cours mondiaux du maïs évoluent en fonction de la situation du bilan maïs outre Atlantique, là où se situent les principaux pays producteurs et exportateurs de maïs du monde. Les échanges mondiaux constituent un facteur essentiel pour comprendre les évolutions des cours.

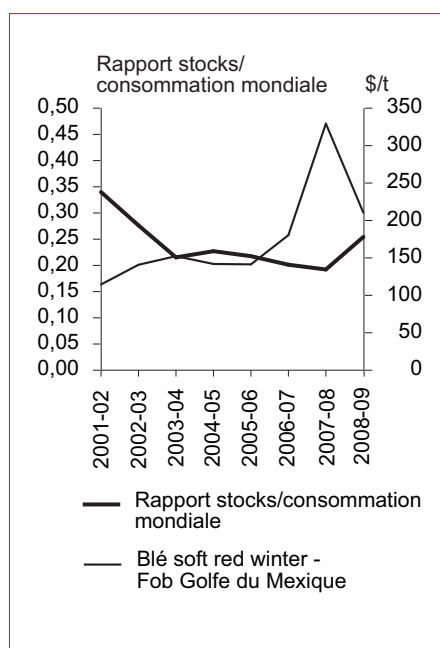
Par exemple, lors de la campagne 2007/2008, l'Union européenne a importé environ 15 Mt de maïs en provenance d'Amérique du Sud. Cela a provoqué une tension sur les cours des maïs alors que le bilan mondial maïs était nettement excédentaire. Lors de la campagne 2008/2009, la correction des prix a été importante avec le retour à l'excédent du bilan européen en maïs et des niveaux de prix sans précédent. Pour la campagne 2009/2010, le bilan des États-Unis présente une incertitude concernant le niveau de la récolte, au vu du retard pris dans les grandes zones de production. Les cours à la bourse de Chicago subissent une pression à la hausse qui pourrait se répercuter sur les cours Fob Golfe du Mexique si la

réduction de la récolte se traduisait par un moindre disponible exportable. Mais, pour autant, les cours du maïs français ne devraient pas subir de tension haussière excessive car le bilan européen est moins tendu que celui des États-Unis.

Le niveau des stocks mondiaux peut expliquer certaines variations des cours du maïs Fob Golfe du Mexique. Toutefois, compte tenu de la forte concentration des échanges internationaux, les stocks des exportateurs sont déterminants et dépendent assez directement des exportations de l'année qui expriment de fait la demande. Ainsi, les échanges mondiaux expliquent plus de la moitié du niveau du prix moyen Fob Golfe du Mexique du maïs américain.

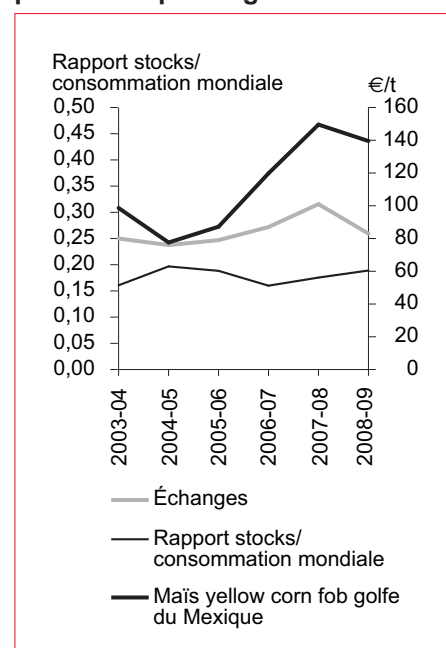
Les « fondamentaux » continuent d'être des variables explicatives pertinentes en tenant compte toutefois de leurs nuances régionales. Au niveau européen, la principale variable d'explication pertinente de l'évolution des cours est le niveau des stocks européens et le disponible européen en relation avec des rigidités d'approvisionnement depuis le continent américain (coût de transport, maïs OGM).

Le prix du blé soft red winter est fortement dépendant du niveau des stocks mondiaux



Sources : Conseil international des céréales, FranceAgriMer

Les évolutions des cours mondiaux du maïs sont liées à des problématiques régionales



Sources : Conseil international des céréales, FranceAgriMer

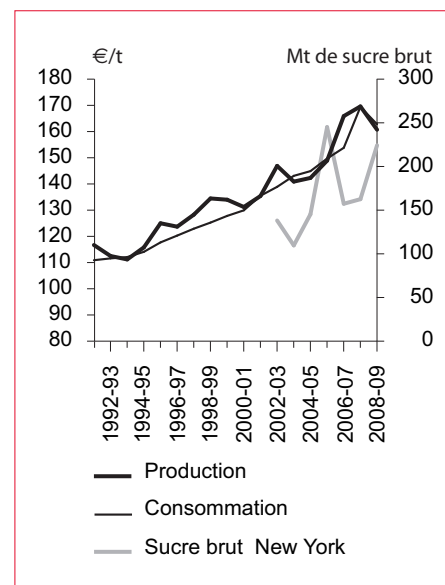
Les cours du sucre brut évoluent en fonction de l'équilibre du bilan mondial

L'analyse des cours du sucre sur les marchés à terme de New York et Londres permet de comprendre la relation entre équilibre des bilans et cours d'un produit. Après deux campagnes successives en excédent, le bilan mondial du sucre présente un déficit pour la campagne 2008/2009. Les cours du sucre brut à New York ont réagi à la situation défavorable du bilan en augmentant de 38 % par rapport à la campagne 2007/2008. Au cours de la campagne 2006/2007, le fort excédent du bilan mondial entraînait au contraire un recul des cours de 36 % par rap-

port à 2005/2006. Ces évolutions ne sont pas nécessairement parallèles à celles des prix du maïs ou du blé car la production et la consommation de tous les produits n'évoluent pas de la même façon pour chaque campagne.

Les évolutions des postes du bilan mondial d'un produit constituent un élément pertinent de compréhension des variations de ses cours mondiaux. Certains produits sont sensibles aux variations des échanges mondiaux qui reflètent les interactions entre bilans régionaux. La problématique bilan présentée par chaque produit reste fondamentale dans la fixation du prix mondial.

Sucre : forte corrélation entre équilibre du bilan et évolution des cours



Source : FranceAgriMer

Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2008/2009) et prévisionnels (2009/2010) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil International des Céréales : www.igc.org.uk
- Les cotations françaises sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- Dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Récolte record pour le colza et la plupart des céréales à paille », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 8/10, octobre 2009
- « Céréales et oléagineux : les marchés des grains et graines réagissent aux révisions à la hausse des récoltes américaines », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2009/82, septembre 2009
- « Récolte record pour les céréales et le colza », Infos rapides Grandes cultures n° 7/10, septembre 2009
- « Campagne 2009/2010 : des ressources mondiales de maïs incertaines », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2009/79, juillet 2009
- « La baisse des semis de céréales profite aux autres grandes cultures », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/72, juin 2009
- « Blé et maïs : les campagnes se suivent sans se ressembler », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2008/46, octobre 2008

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

Synthèse octobre n° 2009/91

Retour LÉGUMES ET FRUITS

2009, l'année des difficultés pour les légumes d'été

La campagne de commercialisation des légumes d'été de 2009 restera marquée par un indice des prix à la production de l'ensemble des légumes frais inférieur à la moyenne quinquennale dès le mois d'avril. La courgette, la tomate et le melon sont particulièrement affectés. Le concombre résiste un peu mieux. Des importations en hausse, un marché à l'exportation en panne dans un contexte de crise économique mais également de demande intérieure tournée vers les meilleurs prix, expliquent la morosité du marché.

Des productions nationales réduites et plus tardives

En 2009, la production française reste en retrait par rapport à la moyenne quinquennale pour la tomate et le concombre. En revanche, les productions de melon et de courgette sont en augmentation par rapport à cette moyenne. Ces deux derniers produits connaîtront davantage de difficultés cette année. Pour l'ensemble de ces produits, un décalage du calendrier de production est constaté, avec des volumes en hausse plutôt à partir de juillet.

Cette année, les productions de tomate et concombre sont inférieures à celle de la moyenne quinquennale sur l'ensemble de la campagne. Ces cultures proviennent pour l'essentiel des surfa-

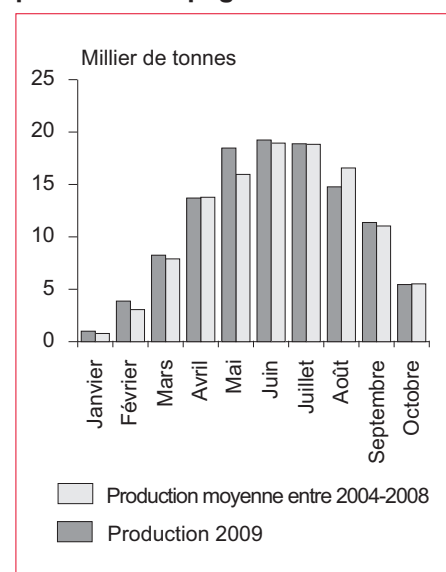
ces sous serre. Mais les volumes de production sont plus élevés que ceux de la moyenne quinquennale à partir du mois de juillet.

Une offre malgré tout plus abondante sur les marchés

Cependant, malgré ces décalages de production, le disponible sur les marchés est souvent plus élevé en 2009 que celui de la moyenne quinquennale pour chaque mois.

En effet, les importations sont fréquemment plus soutenues pour la plupart des légumes frais. À l'inverse, les exportations ont été dans la plupart des cas moins importantes en 2009. La pression de l'offre des produits importés a sans doute pesé sur les marchés. Les produits importés arrivent souvent

Concombre : production décalée vers la deuxième partie de campagne



Source : Agreste

sur les marchés à des prix moins élevés et activent largement la concurrence. La demande est restée insuffisante pour absorber ces volumes

supplémentaires. La crise économique internationale explique en partie le ralentissement des exportations avec la perte de parts de marchés vers les

pays de l'Est ou d'autres clients européens.

Dans ce contexte, le disponible en concombre sur les marchés est supérieur à la moyenne quinquennale en lien avec des importations élevées et des exportations très limitées.

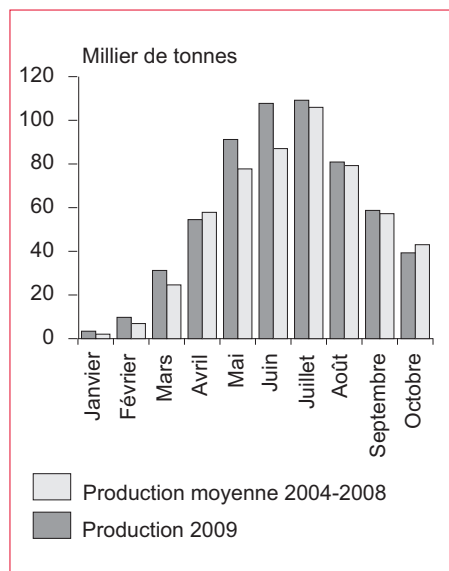
Le concombre résiste toutefois un peu mieux que les autres légumes d'été à cette ambiance morose mais n'échappe pas à ces baisses de prix sur la période printemps/été.

Pour la tomate, les importations mais également les exportations resteront dynamiques sur l'ensemble de la campagne. Le disponible sur le marché sera même durant les mois de mai, juin et juillet inférieur à la moyenne quinquennale, en lien avec le net recul de la production nationale. Pour autant, les niveaux de prix ne parviendront pas à se relever. Les prix des produits importés, des consommateurs attentifs aux prix en cette période de crise, et la concurrence des autres produits de saison, participent au maintien de prix bas sur le marché. S'ajoutent à ces facteurs des conditions climatiques qui restent jusqu'en juillet peu favorables à la consommation de tomate ou de melon.

Les productions de melon et courgette sont supérieures en 2009 à la moyenne quinquennale mais n'échappent pas au décalage du calendrier de production. Pour le melon, les températures élevées de cet été ont entraîné une arrivée massive de melons provoquant une concurrence vive entre bassins. Les échanges avec nos voisins hors frontières sont comme pour la tomate plutôt dynamiques, sauf au mois de juillet. Toutefois, le disponible restera supérieur à la moyenne quinquennale et, de ce fait, les prix se maintiendront à un faible niveau.

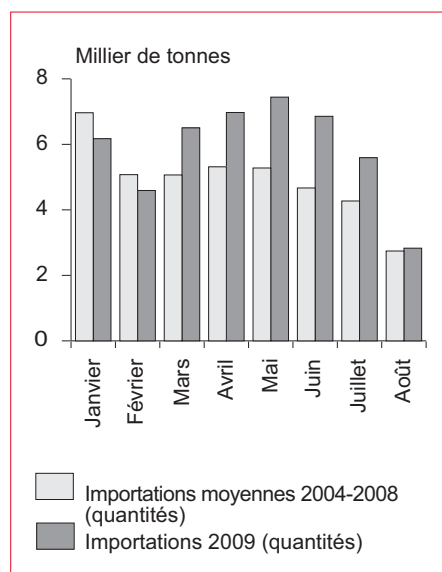
Pour la courgette, à l'augmentation de la production nationale, s'est ajoutée une forte concurrence étrangère. La commercialisation de ce produit a été très difficile et l'indice des prix à la production s'est installé durablement en dessous de la moyenne quinquennale. Au mois de juillet, les niveaux de prix ont été très bas : sur cette période,

Tomate en frais : production décalée pour 2009



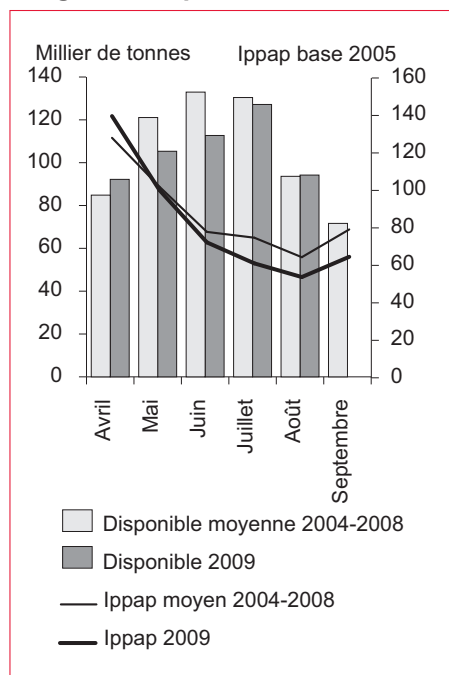
Source : Agreste

Concombre : des importations soutenues en 2009



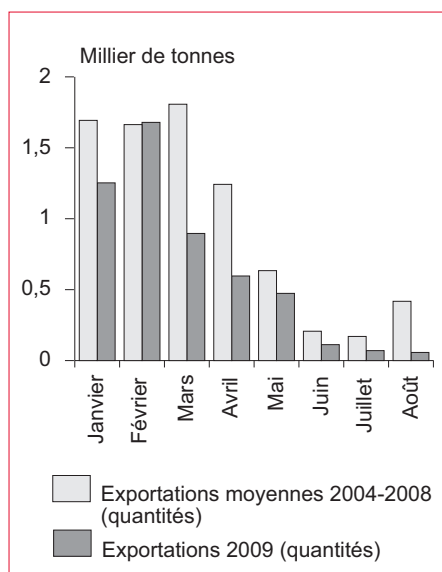
Source : DGDDI (Douanes)

Tomate en frais : baisse des prix malgré un disponible en retrait



Sources : Agreste, Insee

Concombre : panne des exportations en 2009

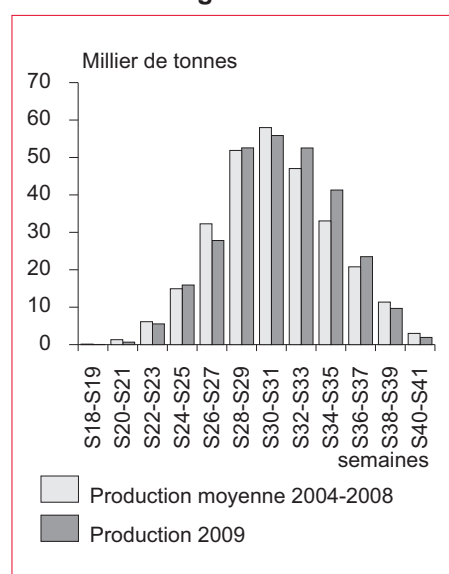


Source : DGDDI (Douanes)

l'offre est très nettement supérieure du fait à la fois du pic de production de la production française et de la présence toujours soutenue des importations. Globalement, la campagne de commer-

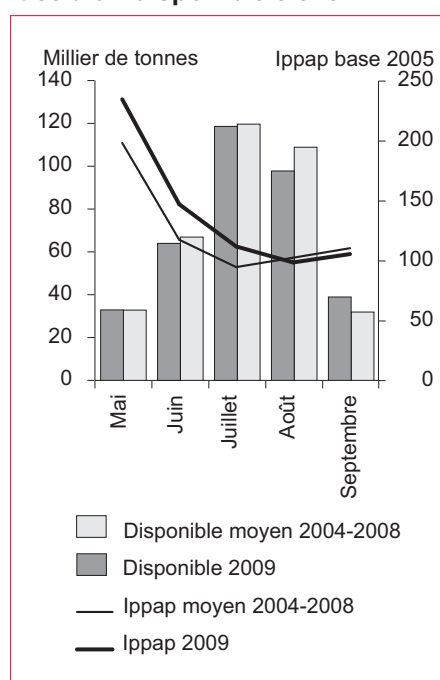
cialisation aura été très difficile pour l'ensemble des produits d'été et les indicateurs de chiffre d'affaires seront en net retrait par rapport à la moyenne quinquennale.

Melon : hausse de la production avec un décalage de calendrier



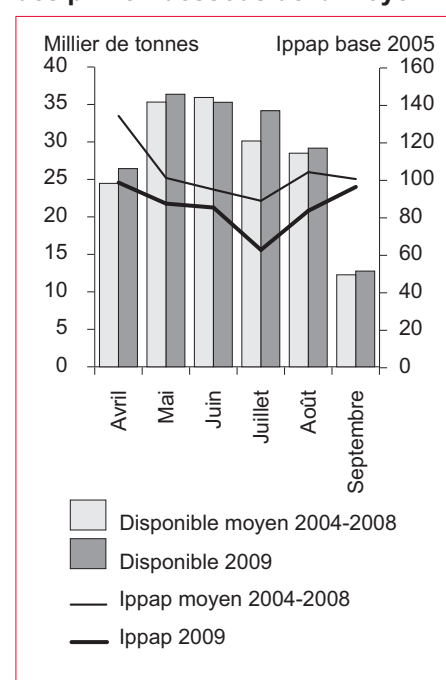
Source : Agreste

Melon : prix durablement bas face à un disponible élevé



Sources : Agreste, Insee

Courgette : offre supérieure et des prix en-dessous de la moyenne



Sources : Agreste, Insee

Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes (Service de la Statistique et de la Prospective)
- INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques)
- Douanes

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne- Conjoncture agricole- Légumes » pour les données chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture- Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Infos rapides Concombre » Embellie sur le marché du concombre du 10/2009
- « Infos rapides Courgette » Un peu de mieux dans les difficultés du 10/2009
- « Infos rapides Tomate » Marché toujours engorgé du 10/2009
- « Infos rapides Melon » Le melon reste sur sa fin du 10/2009
- « Infos rapides Fraise » Une campagne de commercialisation satisfaisante du 10/2009

PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèse octobre n° 2009/92

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

Une collecte de lait de vache en forte baisse en 2009

En 2009, la collecte française de lait de vache a fortement diminué par rapport à 2008. Cette baisse s'explique essentiellement par un prix en forte baisse, qui a découragé les éleveurs et fait chuter la production. Dans certains pays européens, au contraire, la collecte a augmenté pour faire face aux diminutions de prix.

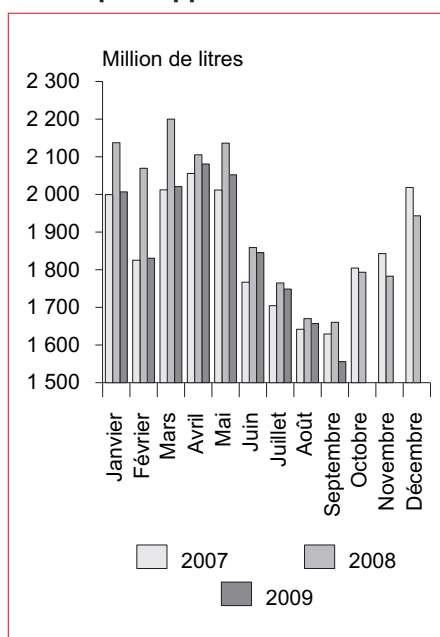
En France, la collecte de lait régresse par rapport à 2008

La collecte laitière de 2009 est nettement réduite par rapport à 2008. En septembre, en raison de la grève du lait, elle devrait baisser d'au moins 6 % par rapport à l'année dernière. En août, elle est inférieure de 0,8 % à celle de 2008, atteignant 1 657 millions de litres. En cumul depuis le début de l'année, le recul atteint 5 %. La baisse du prix du lait a découragé la production et entraîné la reprise des abattages de vaches.

En France, la baisse du prix du lait induit une réduction des effectifs laitiers

En 2008, afin de profiter du prix élevé du lait, les éleveurs ont gardé plus longtemps leurs vaches pour assurer

En 2009, la collecte de lait de vache baisse par rapport à 2008



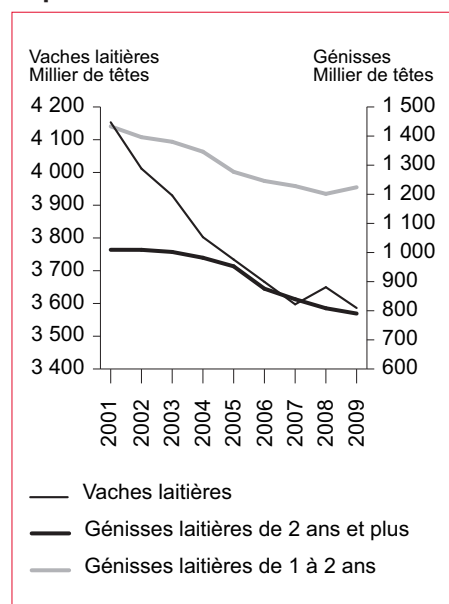
Source : Enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer/SSP

un surplus de production. Les réformes ont été moins nombreuses et la consommation d'aliments pour vaches laitières a progressé permettant d'accroître la productivité. Ainsi, depuis 2007 et jusqu'en juin 2008, les abattages de vaches se sont réduits (- 5 % entre 2006 et 2007, - 7 % entre le premier semestre 2007 et le premier semestre 2008). Inversement, ils ont progressé dès que le prix du lait est devenu moins intéressant (+ 7 % sur les neuf premiers mois de l'année 2009). Parallèlement, la production d'aliments pour vaches laitières a fortement augmenté entre octobre 2007 et avril 2008, de 20 % environ.

En 2009, le prix du lait est au plus bas et la réforme des vaches laitières a repris, diminuant ainsi la production. Le troupeau laitier se réduit à nouveau, prolongeant la tendance observée

depuis une dizaine d'années. En août 2009, le nombre de femelles laitières

Les effectifs laitiers en baisse depuis 2001



Source : Agreste - Enquêtes cheptels de mai

de deux ans ou plus, vaches et génisses, est inférieur de 2 % au cheptel observé un an avant, d'après les données de la BDNI. Le nombre de vaches laitières a baissé de 13,7 % en huit ans, malgré la légère reprise de 2008 (+ 1,4 %), liée à l'accroissement de la production et à la baisse du nombre de vaches réformées. Les génisses de renouvellement sont elles aussi moins nombreuses (- 17,5 % sur la même période). On note toutefois une reprise de 1,9 % des génisses de 1 à 2 ans entre 2008 et 2009.

Dans certains pays européens, la collecte augmente au contraire face aux baisses de prix

Les évolutions de la production laitière française se distinguent de celles des autres pays producteurs de l'Union européenne. En effet, contrairement à la France, plusieurs d'entre eux – Allemagne, Danemark, Italie, Pays-Bas – ont augmenté leur production

pour compenser les fortes baisses du prix du lait. Selon Eurostat, l'Allemagne a ainsi accru sa collecte de 8 % au deuxième trimestre 2009 et de 2 % au mois de juillet. De même, au Danemark et aux Pays-Bas où les évolutions sont respectivement de 5 % et 3,5 % au deuxième trimestre et de 3 % en juillet. Dans ces pays, depuis le début de l'année 2008, la baisse du prix payé au producteur coïncide avec une hausse de la production.

Malgré cette hausse dans certains pays, le niveau de production de l'Union européenne a été pour les mois écoulés de la campagne 2009-2010 inférieur de 4 % à celui du quota. Les dépassements ne concernent que cinq États membres sur vingt-sept. La France et le Royaume-Uni sont les deux pays ayant les quantités absolues inutilisées les plus fortes par rapport au quota disponible pour les livraisons (source : Commission UE 15/10/2009 IP/09/1525).

Sources et définitions

- L'enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer/SSP pour les données mensuelles de collecte de lait et de fabrications de produits laitiers
- L'enquête sur la situation mensuelle laitière du SSP pour les données sur le prix et les teneurs en matière grasse et protéique du lait de vache
- Les statistiques des douanes (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Lait » pour les séries chiffrées
- Dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La collecte laitière française est tributaire du prix du lait », Infos rapides Lait n° 9/11, octobre 2009
- « Forte chute des fabrications de produits laitiers au premier trimestre 2009 », Synthèse Lait n° 2009/78, juin 2009
- « Produits laitiers : nouveau record de l'excédent commercial français en 2008 », Synthèse Produits laitiers n° 2009/66, mars 2009
- « Lait : la hausse du prix à la production ralentit à partir d'avril 2008 », Synthèse Lait n° 2008/48, octobre 2008
- « Production laitière accrue grâce au renforcement du cheptel et à une alimentation plus concentrée », Synthèse Animaux de boucherie n° 2008/37, juillet 2008

PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèse octobre n° 2009/93

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

Le prix du lait en forte baisse en 2009

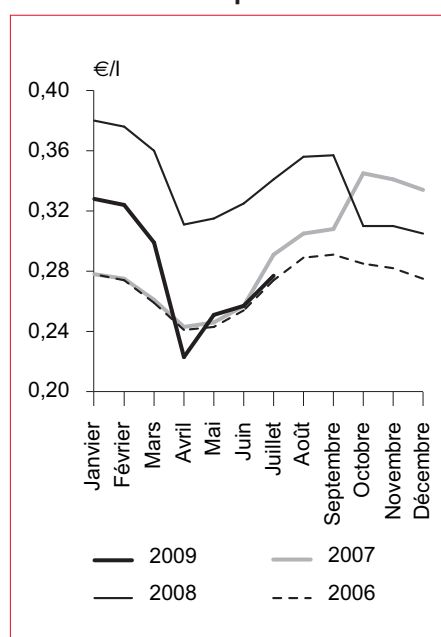
Fin 2008, le prix du lait a commencé à baisser mais il est resté supérieur au prix de 2007 jusqu'au mois de mars 2009. À partir de cette date, la baisse s'est fortement accentuée et le prix a atteint un niveau particulièrement bas à l'été 2009. Ces prix bas résultent d'une moindre valorisation des produits laitiers industriels. Face aux difficultés rencontrées par les producteurs, la Commission européenne met en place des mesures pour stabiliser le marché laitier.

Le prix du lait peine à remonter

En 2009, le prix du lait standard a fortement diminué par rapport au niveau exceptionnellement élevé de 2008. En juillet, il se situe à 0,28 €/litre, inférieur de 19 % au niveau de 2008 et à peine supérieur au niveau de 2006. Si le prix du lait est resté relativement élevé durant le premier trimestre, supérieur de 17 % en moyenne par rapport à 2007, il était très en retrait par rapport à 2008. Le creux saisonnier du mois d'avril a été particulièrement marqué avec un prix de 0,22 €/litre, le plus bas observé depuis les dix dernières années.

Jusqu'en 2008, l'interprofession laitière émettait des recommandations trimestrielles d'évolution du prix du lait qui s'appuyaient sur l'évolution de différents indices, notamment les évolutions des cotations des produits laitiers

Le prix du lait de vache est au même niveau qu'en 2006



Source : Agreste

industriels – beurres et poudre de lait – et des prix des produits de grande consommation à l'exportation. Ce système a été remis en cause par la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation, et de la répression des fraudes) pour entrave aux principes de concurrence et de libre-échange. En juin, des négociations difficiles ont eu lieu, aboutissant à un accord interprofessionnel contesté autour d'un prix moyen du lait en 2009 de 280 € les mille litres. Les producteurs, les industriels et les coopératives doivent encore négocier un accord qui définira les relations contractuelles futures entre producteurs et transformateurs.

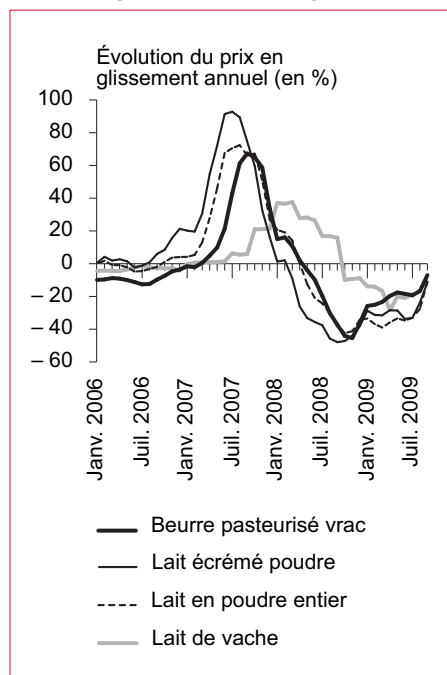
En 2009, au niveau européen, le prix du lait reste également très inférieur à celui de 2008, avec un écart de 27 % en moyenne sur les huit premiers mois

de l'année. Cela représente 96 € payé en moins par tonne de lait. Depuis le creux du mois d'avril, les prix suivent leur saisonnalité et tendent à remonter. Ils restent, cependant, loin des niveaux de 2008.

Le décalage persiste entre les évolutions des prix industriels et celles du prix du lait

Il existe toujours un décalage entre les variations de prix des produits industriels et l'évolution du prix du lait versé aux producteurs. Ainsi, si la baisse du prix de la poudre de lait et du beurre s'est ralentie dès novembre 2008, la baisse du prix du lait n'a commencé à ralentir qu'à partir de juin 2009. Jusqu'en mars 2009, le prix du lait de vache poursuit une évolution trimestrielle. En avril, on assiste à une rupture qui correspond au plancher des prix des produits industriels en octobre 2008, soit un décalage de six mois dans le temps. Ce creux correspond également à la difficulté de mise en place d'indicateurs par les professionnels du lait pour la fixation du prix.

Le décalage persiste entre l'évolution des prix industriels et celle du prix du lait à la production

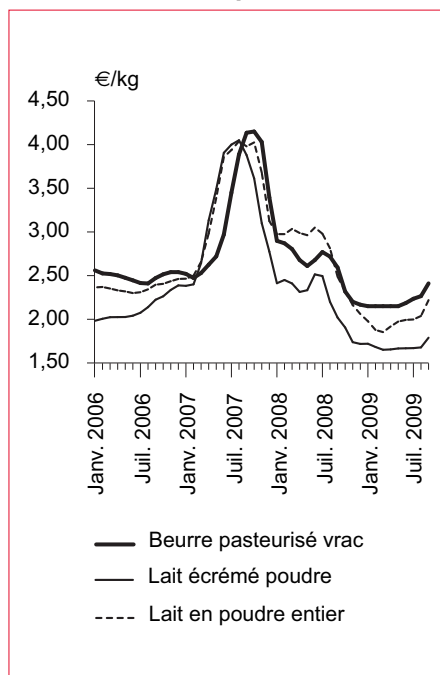


Source : Agreste

À 2,41 €/kg en septembre 2009, le prix du beurre pasteurisé vrac est à son niveau le plus bas depuis dix ans, malgré la hausse toute relative de l'été, permise par le stockage privé et les achats d'intervention. Il a remonté tout doucement depuis le mois de juin puis accéléré en septembre. À l'automne, l'amélioration des prix sur le marché mondial devrait bénéficier à la France grâce à une bonne tenue de la demande européenne. Il atteint 2,76 €/kg fin octobre.

La situation de la poudre de lait ressemble à celle du beurre : depuis novembre 2008, les prix mensuels sont aux niveaux les plus bas jamais atteints depuis dix ans. Le prix de la poudre de lait écrémé se situe à 1,80 €/kg en septembre 2009, inférieur de 11 % au prix de 2008. Depuis novembre 2008, le prix oscille entre 1,65 €/kg et 1,80 €/kg, soit environ - 30 % par rapport aux prix de 2008. Depuis août, l'écart commence à se réduire, manifestant une certaine amélioration.

Le prix des produits laitiers industriels est au plus bas



Source : Agreste

Quant aux fromages, ils s'en sortent plutôt bien, les prix sortie usine étant encore assez élevés. En particulier le comté, produit à forte valeur ajoutée, tire bien son épingle du jeu avec un prix de 6,4 €/kg en septembre. Depuis 2007, son prix ne cesse de progresser : après + 7,3 % entre 2007 et 2008, le prix moyen sur les huit premiers mois de l'année augmente de 7,7 % entre 2008 et 2009. Les yaourts et desserts lactés ont vu leurs prix baisser mais ils restent quand même supérieurs aux niveaux de 2007.

En 2009, les coûts de production, encore élevés, baissent moins vite que le prix du lait

En 2009, le prix de l'aliment pour vaches laitières baisse moins que le prix du lait payé au producteur. Sur les huit premiers mois de l'année, le prix du lait perd 19 %, tandis que le coût des aliments pour vaches laitières ne se replie que de 7 % contre 12 % pour l'ensemble des aliments du bétail, en raison d'un contenu en protéines plus élevé. En effet, le repli du prix des matières protéiques est moins fort que celui des céréales. De fait, la diminution du prix des aliments pauvres en protéines pour vaches laitières est de 13 %. Malgré ces réductions, le coût de l'alimentation reste supérieur à ce qu'il était en 2007. Ainsi, le prix de l'aliment pour vaches laitières, riche en matières azotées, dépasse encore de 23 % le prix de 2007.

En 2009, l'utilisation des aliments composés pour vaches laitières s'est fortement réduite (- 13 %), conjointement à la baisse de la production laitière. En effet, en 2008, les éleveurs avaient utilisé davantage d'aliments composés afin d'intensifier leur production. Passé cet épisode conjoncturel, ils reviennent en 2009 à des niveaux moins élevés, qui restent toutefois supérieurs aux niveaux de 2007.

En 2009, le coût des intrants est en baisse pour les élevages d'herbivores : - 4 % en cumul sur les huit premiers mois de l'année, avec une chute de 9 % sur le seul mois d'août. Malgré la forte baisse du prix de l'énergie, le coût des intrants ne diminue que modérément en raison du prix encore élevé des engrais.

La Commission européenne a pris plusieurs mesures pour soutenir le marché du lait

Depuis janvier 2009, les restitutions à l'exportation ont été réactivées pour les produits laitiers et la Commission européenne a ouvert plus tôt le régime d'aide au stockage privé de beurre. Les achats d'intervention ont commencé le 1^{er} mars pour le beurre et le lait écrémé en poudre et pourront se prolonger jusque fin février 2010. Courant juillet 2009, les programmes de pro-

motion des produits laitiers ont été renforcés. Au niveau des États membres, des aides d'état peuvent être accordées aux producteurs ayant des problèmes de liquidités et une partie des paiements directs pourront être versés par anticipation.

Parallèlement, de nombreuses mobilisations de producteurs ont eu lieu dans plusieurs pays européens pour protester contre les prix bas et obtenir une meilleure régulation des marchés.

La Commission européenne a mis en place un groupe à haut niveau sur le lait chargé de réfléchir à l'avenir du marché du lait et à de nouvelles modalités de gestion qui ne soient pas en contradiction avec le bilan de la Pac. Ainsi, la suppression à terme des quotas laitiers n'est pas remise en question. L'objectif serait d'améliorer la transparence des marchés.

Sources et définitions

- L'enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer/SSP pour les données mensuelles de collecte de lait et de fabrications de produits laitiers
- L'enquête sur la situation mensuelle laitière du SSP pour les données sur le prix et les teneurs en matière grasse et protéique du lait de vache
- Les statistiques des douanes (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Lait » pour les séries chiffrées
- Dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La collecte laitière française est tributaire du prix du lait », Infos rapides Lait n° 9/11, octobre 2009
- « Forte chute des fabrications de produits laitiers au premier trimestre 2009 », Synthèse Lait n° 2009/78, juin 2009
- « Produits laitiers : nouveau record de l'excédent commercial français en 2008 », Synthèse Produits laitiers n° 2009/66, mars 2009
- « Lait : la hausse du prix à la production ralentit à partir d'avril 2008 », Synthèse Lait n° 2008/48, octobre 2008
- « Production laitière accrue grâce au renforcement du cheptel et à une alimentation plus concentrée », Synthèse Animaux de boucherie n° 2008/37, juillet 2008

Retour éditorial

Amélioration de la conjoncture des IAA au deuxième trimestre 2009

Au deuxième trimestre 2009, l'activité des IAA est en reprise par rapport au deuxième trimestre 2008 : la consommation des ménages augmente et la chute de l'excédent commercial ralentit. Les prix continuent cependant de baisser fortement et contribuent à la nette détérioration du chiffre d'affaires. La baisse de l'emploi salarié se ralentit au deuxième trimestre 2009.

La consommation reprend et la détérioration de l'excédent commercial s'atténue. Certes, l'excédent commercial des IAA (y compris tabac) recule nettement par rapport au deuxième trimestre 2008. Mais son recul a cependant ralenti par rapport à celui du premier trimestre. L'excédent se détériore ainsi de 43 % au deuxième trimestre 2009 contre 66 % au premier trimestre. Pourtant, la baisse des prix est plus accusée au deuxième trimestre, avec le retour à la normale des cours des matières premières. Cette dernière contribue à la dégradation du chiffre d'affaires (- 8 %). L'agroalimentaire s'en tire cependant mieux que l'ensemble de l'industrie manufacturière dont le chiffre d'affaires décline de 18 % et l'activité de 16 %.

Une production en légère reprise au deuxième trimestre 2009

Grâce à la reprise de la consommation et à la relative embellie du commerce extérieur, la production se reprend. Après une baisse de 2,6 % au premier trimestre 2009 par rapport à celui de 2008, l'activité des IAA augmente au contraire de 0,5 % au deuxième trimestre. Cette augmentation, après deux trimestres de repli, résulte de la hausse des fabrications de certains produits alimentaires et d'un ralentissement de la baisse de l'activité des boissons.

L'activité est dynamique pour les **produits à base de fruits et légumes**. Leur production augmente de 23 %,

d'autant plus que les calendriers de production ont été décalés.

L'activité des **huiles et graisses végétales et animales** augmente également de 14 %. Cette augmentation s'explique par la bonne récolte d'oléagineux au cours de la campagne 2008/2009, et par le développement des biocarburants.

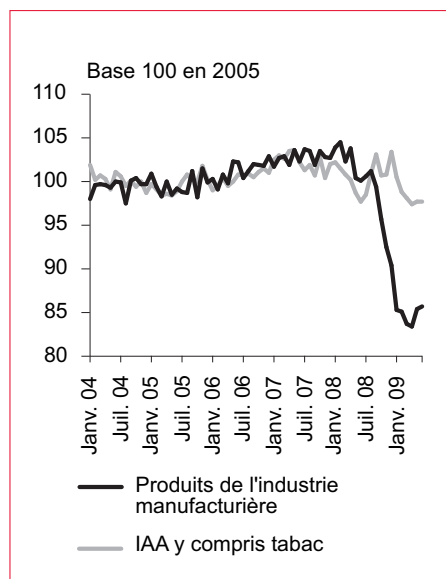
La production des **produits de la boulangerie** reste stable par rapport au deuxième trimestre 2008.

La baisse de la production des **produits laitiers** s'atténue. La production diminue de 3,1 % au deuxième trimestre 2009 contre 6,7 % au premier trimestre.

La chute de l'activité des **boissons** ralentit également. Leur production diminue ainsi de 7,6 % au deuxième trimestre alors qu'elle chutait de 14 % au premier trimestre. Cette baisse d'activité est essentiellement due à celle du champagne (- 15 %) et des alcools distillés (- 23 %) qui se poursuit au même rythme qu'au premier trimestre (respectivement - 13 % et - 24 %). En revanche, la production de boissons rafraîchissantes augmente de 16 % après seulement 1 % au premier trimestre. Le contraste entre les boissons alcoolisées et rafraîchissantes est à relier au commerce extérieur : les exportations de boissons alcoolisées chutent en effet tandis que celles de boissons rafraîchissantes baissent beaucoup plus modérément.

La production du **travail des grains et produits amylicés** continue de se replier en raison de la baisse de la demande extérieure au cours des deux derniers trimestres. La valeur des exportations des produits du travail des grains diminue en effet de 5 % par rapport au deuxième trimestre 2008, après une chute de 12 % au premier trimestre. La baisse des exportations de farine au cours des dernières années se confirme, les principaux pays importateurs de farines ayant en effet accru leur propre capacité de mouture.

Bien meilleure tenue de l'activité pour les IAA que pour le reste de l'industrie manufacturière



Source : Insee - Ipi CVS

L'activité continue de décliner pour les **viandes et l'alimentation animale**. La baisse de la production s'amplifie pour l'alimentation animale (- 9,3 %), en liaison avec le repli de la production laitière et la tendance à la baisse des productions de viande.

La chute de l'excédent commercial ralentit

Par rapport à 2008, l'excédent commercial des IAA, y compris tabac, se détériore dans une moindre mesure au deuxième trimestre qu'au premier trimestre 2009. En baisse depuis plus d'un an, l'excédent s'élève à 775 millions au deuxième trimestre 2009. Par rapport au deuxième trimestre 2008, il décline de 43 %. Ce déclin provient d'une baisse des exportations plus importante que celle des importations. Les exportations reculent toutefois de 11 % au cours de ce trimestre, contre 13 % au premier trimestre 2009. Leur montant s'élève à huit milliards d'euros. Après une baisse de 4,5 % au premier trimestre 2009, les importations reculent de 4,8 % au deuxième trimestre. Elles atteignent ainsi 7,2 milliards d'euros.

La détérioration de l'excédent commercial des boissons, des produits du travail des grains et des produits laitiers ralentit. Les **boissons** sont la cause principale de la baisse du solde commercial, mais aussi de son atténuation entre le premier et le deuxième trimestre. L'excédent des boissons, qui s'élève à 1 684 millions d'euros, diminue de 465 millions d'euros en un an. Les champagnes et mousseux s'exportent moins vers l'Union européenne et les États-Unis. Les volumes totaux exportés diminuent en effet de 23 %, après une baisse de 36 % au premier trimestre. Ceux des boissons alcooliques distillées baissent aussi (- 21 %). Par rapport au deuxième trimestre 2008, les exportations de vins diminuent de 9 % en volume contre 20 % en valeur. La baisse globale en valeur, plus marquée, s'explique par une baisse de volume plus forte des exportations des vins d'appellation, ceux-ci étant nettement plus chers. La diminution de la demande extérieure pénalise ainsi un secteur fortement tourné vers l'exportation. En revanche, les exportations

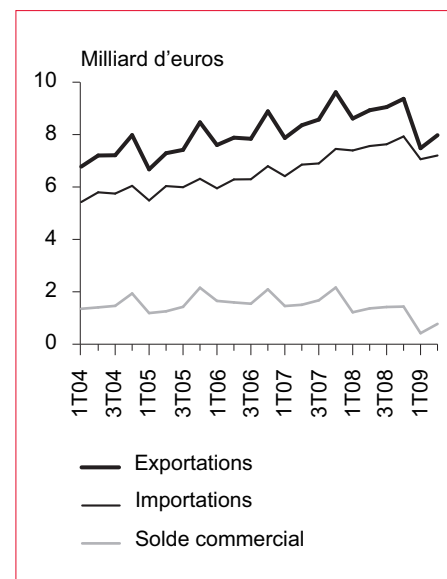
de bière augmentent de 21 % en valeur et de 4 % en volume. Les exportations des boissons non alcoolisées diminuent plus modérément, en particulier les boissons rafraîchissantes qui progressent même en valeur.

L'excédent commercial des produits du **travail des grains** recule de plus de 21 %, contre 30 % au premier trimestre.

Pénalisé par la baisse des prix des produits industriels et la faible demande extérieure, l'excédent commercial de **produits laitiers** perd 149 millions d'euros. Par rapport à 2008, il se détériore ainsi de 20 % au deuxième trimestre 2009 contre 22 % au premier. Les exportations de lait en poudre écrémé reculent de 39 % au deuxième trimestre, après une baisse de 44 % au premier trimestre. En raison de la baisse de la demande européenne, celles des fromages se replient également (- 5 % après - 8 % au premier trimestre).

Après une diminution de 7 % au premier trimestre, le déficit commercial se réduit pour les **huiles et graisses** de 23 %, soit une baisse de 161 millions d'euros. Cette réduction est liée à une chute de 22 % des importations au deuxième trimestre. Cette baisse en valeur des importations est liée à la chute de 20 % des prix des huiles.

La chute de l'excédent commercial des IAA ralentit



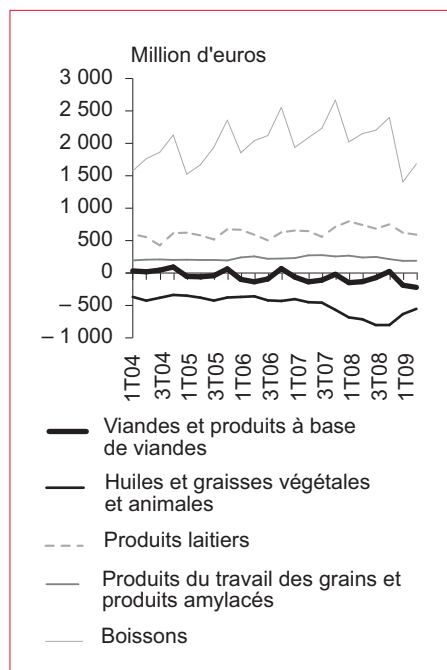
Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

De même, la baisse des importations réduit le déficit des **autres produits alimentaires et des préparations de produits de la pêche**.

En revanche, le déficit commercial des **viandes et produits à base de viande** augmente de 66 % contre 27 % au premier trimestre, s'aggravant ainsi de 88 millions d'euros en glissement annuel. Les exportations diminuent de 13 % pour les viandes de volaille et de 9 % pour les viandes de boucherie, contre respectivement des baisses de 18 % et de 3 % au premier trimestre. Les importations des viandes de volailles augmentent de 6 %.

Le solde commercial des IAA s'est donc moins effondré qu'au premier trimestre, grâce au ralentissement de la chute des exportations en boissons et en travail des grains. La réduction du déficit des huiles et graisses a également joué favorablement. En revanche, le déficit des viandes et produits à base de viandes s'est creusé et l'excédent des produits laitiers s'est réduit sous l'effet de la baisse des prix.

Au deuxième trimestre 2009, le solde commercial se redresse pour les boissons et les huiles



Source : DGDDI (Douanes)

Les ménages consomment plus

Au deuxième trimestre 2009, le volume de produits alimentaires consommés par les ménages reprend par rapport au deuxième trimestre 2008, d'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee. Après une baisse de 0,6 % au premier trimestre 2009 par rapport au premier trimestre 2008, la consommation augmente de 1 % au deuxième trimestre aussi bien pour les **viandes et produits laitiers** que pour les **autres produits agroalimentaires, y compris tabac**.

D'après les bilans établis par le Service de la statistique et de la prospective (SSP), la consommation de **viandes de volaille**, moins chère, se maintient mieux par rapport aux autres viandes. Cette consommation englobe la consommation à domicile directe, les utilisations industrielles et la restauration hors domicile.

D'après le panel TNS Sofres, la consommation à domicile de charcuterie progresse également (+ 1,4 %).

La consommation de **produits laitiers** est mieux orientée. Selon le panel Nielsen, elle augmente de 2,9 % pour la consommation à domicile. La consommation de crème augmente de 12 % et celle de beurre de 8,3 %.

Cette croissance est plus limitée pour les **produits frais, fruits et légumes et poissons frais** avec une hausse de 0,7 %.

La baisse des prix s'accélère

Au deuxième trimestre 2009, les prix des IAA diminuent de 6,2 % par rapport à celui de 2008, alors qu'ils ne baissaient que de 4,3 % au premier trimestre. Cette diminution touche l'ensemble des secteurs de l'industrie agroalimentaire. Elle est liée, d'une part, à la baisse des cours des matières premières et, d'autre part, à celle des prix de vente pour les produits agroalimentaires et les biens de consommation, principalement ceux de grande consommation. Cette baisse des prix de vente résulte de la mise en place de la loi de modernisation de l'économie qui s'est traduite par une

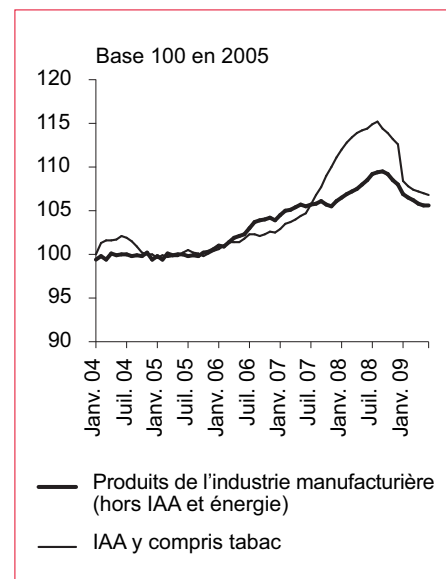
baisse des prix de production et des chiffres d'affaires (cf. encadré Sources et méthodologie – Impact de la réduction des marges arrière sur les prix de production).

La baisse des cours des matières premières – céréales et graines oléagineuses – poursuit ses effets. Les **huiles et graisses végétales et animales** sont les plus touchées, avec une baisse de 20 %. Les prix des aliments pour animaux diminuent fortement (- 15 % au deuxième trimestre après - 12 % au premier trimestre).

Les **produits du travail des grains et produits amylacés** sont 9,3 % moins chers qu'au deuxième trimestre 2008. Les prix des **produits de la boulangerie** diminuent de 5,7 %.

La chute des prix des **produits laitiers et fromages** s'élève à 11,3 %. Les prix des produits laitiers industriels – beurre et poudre de lait – diminuent beaucoup plus fortement que les prix des produits de grande consommation tels que les fromages et yaourts. Les prix des poudres et du beurre se détériorent ainsi respectivement de 24 % et 11 %, contre une baisse de 6 % pour les fromages. Les prix des produits laitiers industriels ont en effet subi l'an dernier la flambée des cours sur les marchés mondiaux, alors que ceux des produits

Baisse continue des prix des IAA depuis le troisième trimestre 2008



Source : Insee - IPP

laitiers de grande consommation dépendent davantage de la consommation sur les marchés français et européens.

Les **produits à base de fruits et légumes** sont 7 % moins chers qu'au deuxième trimestre 2008. Cette diminution est essentiellement due aux jus de fruits et légumes dont le prix décline de 18 %. En repli pour les préparations de viandes de porc et de volaille, les prix baissent aussi pour les viandes (- 5 %). Les prix des boissons diminuent de 2 %, après une hausse au premier trimestre. Alors que les prix des boissons rafraîchissantes, sirops et champagne baissent, ceux de la bière, du malt, du cidre et des spiritueux augmentent.

Au deuxième trimestre 2009, le chiffre d'affaires est toujours en net recul

Malgré l'amélioration de l'activité, la baisse des prix pèse fortement sur le chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires, comme elle agit sur l'excédent commercial. Le chiffre d'affaires poursuit sa chute au deuxième trimestre 2009. Cette baisse affecte tous les secteurs de l'industrie agroalimentaire, et plus particulièrement ceux dont les

produits sont indexés sur le prix des matières premières.

Les ventes de **produits laitiers** sont les plus touchées, avec une baisse de 12 % du chiffre d'affaires. Elles sont confrontées à l'effondrement des cours des produits industriels et à la baisse de la demande extérieure. La valeur des **produits du travail des grains et produits amylicés** se réduit de 11,5 % par rapport au premier trimestre 2008. Le chiffre d'affaires d'**aliments pour animaux** se détériore de 13 %. La diminution des productions de viande et de lait et le recul des prix de vente expliquent cette détérioration. Le chiffre d'affaires des **huiles et graisses oléagineuses** décline de 8,5 %. Pour les autres secteurs, la baisse du chiffre d'affaires est plus modérée. Les secteurs des **autres produits alimentaires, des produits à base de fruits et légumes** et des **boissons** affichent des baisses de l'ordre de 5 %.

L'emploi salarié cesse de se dégrader par rapport au premier trimestre

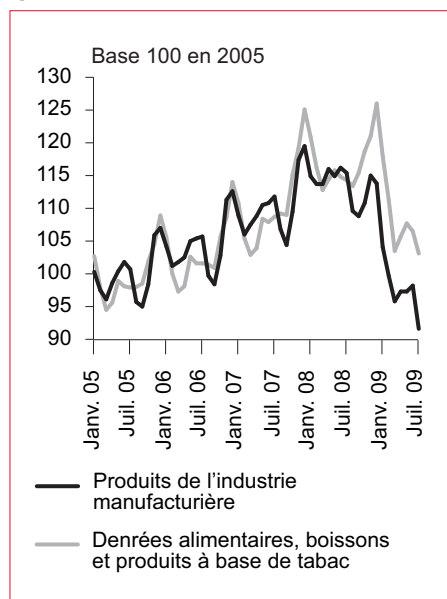
Le repli par rapport à 2008 de l'emploi salarié des IAA – y compris tabac et salariés des entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie-

pâtisserie inclus – ralentit entre le premier et le deuxième trimestre 2009. L'emploi diminue de 1,3 %, contre 2,1 % au premier trimestre. Fin juin, le secteur a ainsi perdu 7 000 emplois en un an. L'industrie agroalimentaire connaît une meilleure situation que l'ensemble de l'industrie manufacturière qui a perdu 145 000 emplois en un an, soit une baisse d'emploi de 4,6 %. Le recul de l'emploi s'est même accéléré au cours des trois derniers trimestres. Il a diminué de 3,7 % au premier trimestre 2009, contre 2,5 % au quatrième trimestre 2008.

Les industriels un peu moins pessimistes au deuxième trimestre 2009

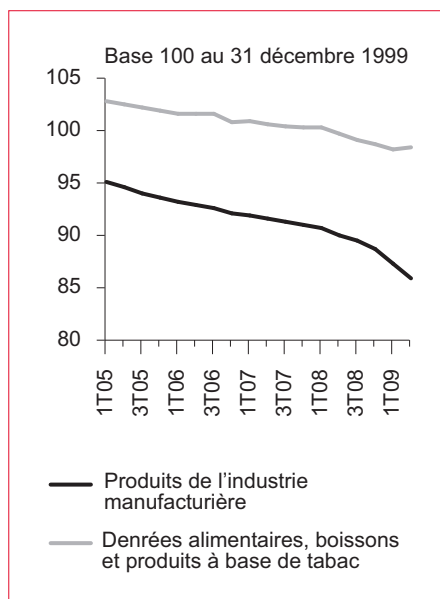
Les industriels de la branche agroalimentaire, interrogés au cours du deuxième trimestre 2009 à l'occasion de l'enquête mensuelle dans l'industrie, estiment que leur activité passée s'est stabilisée au cours de l'été. Les stocks de produits finis s'allègent légèrement. Les carnets de commandes, notamment étrangers, sont toutefois considérés comme très peu étoffés. Au vu des perspectives personnelles de production, l'activité pourrait cependant progresser au cours des prochains mois.

Repli du chiffre d'affaires moins prononcé dans les IAA que dans l'industrie manufacturière



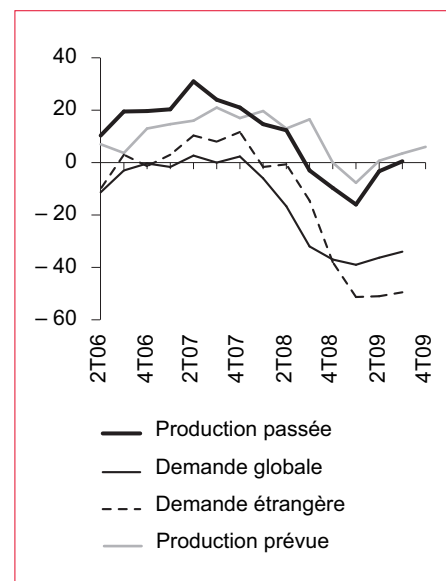
Source : Insee, moyenne mobile sur 3 mois

Baisse de l'emploi nettement moins marquée dans les IAA que dans l'industrie manufacturière



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

La demande cesse de se dégrader dans les IAA au deuxième trimestre 2009



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie - Solde d'opinion en % CVS des réponses

Sources et méthodologie

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac Division 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (Naf révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2009 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (Naf révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007. Elles incluent les boissons y compris les vins. L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.
- L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels. Les autres indicateurs (indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur) sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre ;
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le même trimestre de l'année précédente.
- Impact de la réduction des marges arrière sur les prix de production
Cet impact est décrit précisément par l'Insee dans « *L'impact de la réduction des marges arrière sur les prix de production des denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac, marché français* », Infos rapides, Juin 2009 : supplément, paru le 29 juillet 2009.
Ce document est disponible sur www.insee.fr :
www.insee.fr/fr/indicateurs/ind94/20090806/supplement_cadetpar.pdf

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- Dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les IAA touchées par la crise économique mondiale au premier trimestre 2009 », Synthèse IAA n° 2009/81, juillet 2009
- « IAA 2008 : repli de l'activité », Synthèse IAA n° 2009/71, avril 2009
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2007 », Chiffres et données, n° 163, février 2009
- « IAA : le ralentissement se confirme au troisième trimestre 2008 », Synthèse IAA n° 2009/61, janvier 2009
- « L'industrie des boissons pénalisée par la crise économique et un été pluvieux », Synthèse n° 2008/54, décembre 2008
- « Une croissance soutenue - Enquête annuelle d'entreprise IAA - Résultats définitifs 2007 », Agreste Primeur, n° 213, juillet 2008
- « Dynamisme des exportations de cognac et de vodka », Synthèse IAA, mai 2007

Retour INTRANTS

Chute des livraisons d'engrais en 2009

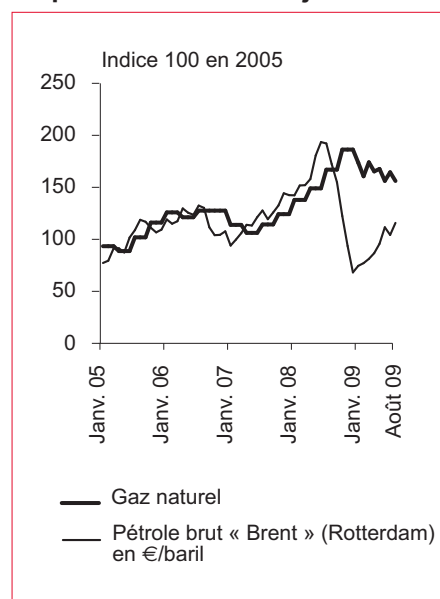
La baisse du prix du pétrole a entraîné dans son sillage celle des prix du fioul domestique et, plus tardivement, du gaz naturel. Les prix des engrais augmentent fortement sur les huit premiers mois de 2009 par rapport à la même période de 2008. À partir de fin 2008, ils diminuent cependant, répercutant avec retard la baisse des cours des matières premières nécessaires à leur fabrication. Dans une conjoncture défavorable de prix bas des produits agricoles, les livraisons d'engrais chutent au cours de la campagne 2008/2009. Les importations d'azote augmentent cependant alors que celles de phosphate et de potasse chutent.

Les prix des engrais restés exceptionnellement élevés en 2008-2009

En forte augmentation sur les huit premiers mois de 2008, le prix du pétrole brut en euros a baissé de 44 % sur les huit premiers mois de 2009 par rapport à la même période de 2008. Depuis janvier cependant, il amorce de nouveau une augmentation et atteint 51 €/baril en août 2009 (contre 32 €/baril en janvier 2009).

Le prix du gaz naturel répercute en lisant et avec retard les évolutions du prix du pétrole. Sur les huit premiers mois de 2009, son prix augmente de 10 % comparé à la même période en 2008. Le prix du gaz naturel, matière première pour la fabrication des engrais azotés, conditionne leurs prix. Au niveau de la production, retracée par l'indice de prix à la production, les prix

Le prix du gaz naturel intègre lentement la baisse du prix du pétrole amorcée en juin 2008



Sources : Insee et Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer - Direction générale de l'énergie et des matières premières

des engrais simples – dont l'engrais azoté représente la composante principale – ont augmenté de 30 % au cours de la campagne 2008/2009, entre juin 2008 et mai 2009. Pour l'indice des prix d'achat des moyens de production agricoles (Ipampa), qui retrace le prix des engrais au niveau de la distribution aux agriculteurs, la hausse est similaire. Elle atteint 36 % pour l'ensemble des engrais simples et 30 % pour les engrais simples azotés.

Le prix des autres engrais simples, qui est indépendant de ceux de l'azote, connaît une augmentation encore plus forte. Selon l'Ipampa, les prix des phosphates augmentent de 60 % et ceux des potasses de 80 % au cours de la campagne 2008/2009. Ces engrais sont essentiellement issus de l'extraction minière, concentrée dans un nombre réduit de pays et leurs prix ont flambé à partir du début 2008.

Les prix des engrais azotés et phosphatés diminuent cependant à la fin de la campagne 2008/2009, tandis que le prix des céréales et des oléagineux se stabilisent à partir de l'automne 2008. À la fin de la campagne 2008/2009, le prix relatif de l'engrais par rapport au prix des céréales est ainsi revenu à un niveau plus compétitif.

La France est fortement dépendante de l'extérieur pour sa consommation d'engrais, en particulier pour les phosphates et les potasses. Elle est donc ainsi fortement tributaire des marchés mondiaux et en subit la volatilité. En raison de la hausse des prix, les importations en volume de phosphates diminuent de 54 % et de 36 % pour les potasses (respectivement + 90 % et + 16 % lors de la campagne précédente). En revanche, la baisse de la production française d'azote a entraîné une augmentation des importations de 20 % en quantité d'élément fertilisant,

et cela malgré la baisse des livraisons d'azote. Pour les engrais composés, les tonnages diminuent de 49 % après une augmentation au cours de la campagne 2007/2008.

En 2009, dans un contexte de prix bas des produits agricoles, les livraisons d'engrais diminuent

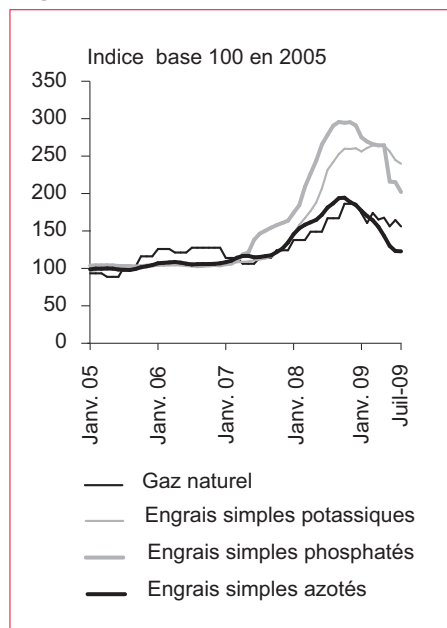
Les livraisons d'engrais en France de la campagne culturale 2008/2009, en quantité d'éléments fertilisants, se détériorent nettement alors que 40 milliers d'hectares de jachères ont été remis en culture. Cette détérioration est nette quand les livraisons d'engrais sont rapportées à la surface agricole utilisée (SAU), à laquelle sont soustraites la surface toujours en herbe peu productive (STH peu productive) et la jachère agronomique totale.

Depuis une dizaine d'années, les doses d'azotes par hectare sont rela-

tivement stables et celles des potasses et phosphores sont en constante diminution. Au cours de la campagne 2008/2009, la tendance à la baisse des potasses et phosphores s'accélère et les livraisons d'engrais d'azote diminuent légèrement. Lors de la campagne 2007/2008, les livraisons d'engrais étaient pourtant en nette reprise alors que les prix des engrais était en forte hausse. Cette détérioration des livraisons d'engrais durant la campagne 2008/2009 s'explique par la conjoncture de prix bas pour les produits agricoles.

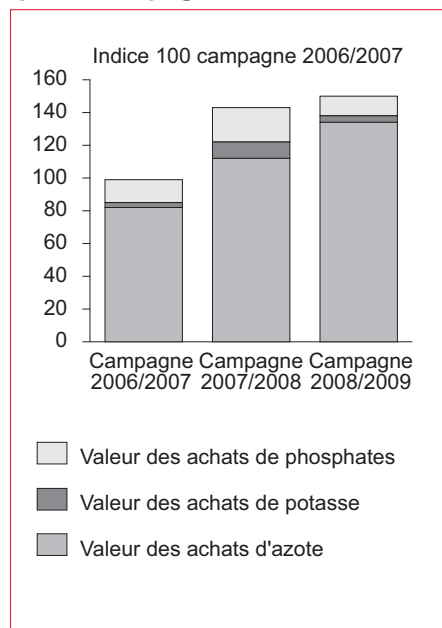
Sur l'ensemble de la campagne 2008/2009, les livraisons d'azote diminuent de 13 %, celles de phosphates de 56 % et celles de potasses de 58 %. Il est toutefois probable que, dans le contexte de forte augmentation des prix, les achats aient été anticipés à la fin de la campagne précédente, diminuant d'autant ceux de

Prix des engrais en forte hausse depuis fin 2007



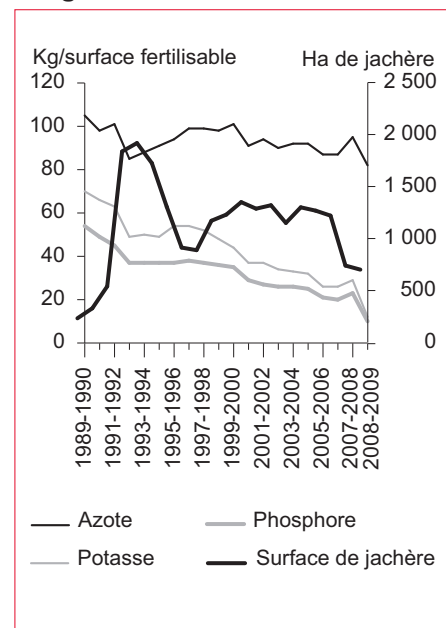
Sources : Insee, Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer - Direction générale de l'énergie et des matières premières

La campagne 2008/2009 a coûté plus cher en engrais que la campagne 2007/2008



Sources : Unifa, Insee, Agreste

Baisse des livraisons d'engrais malgré une hausse des surfaces

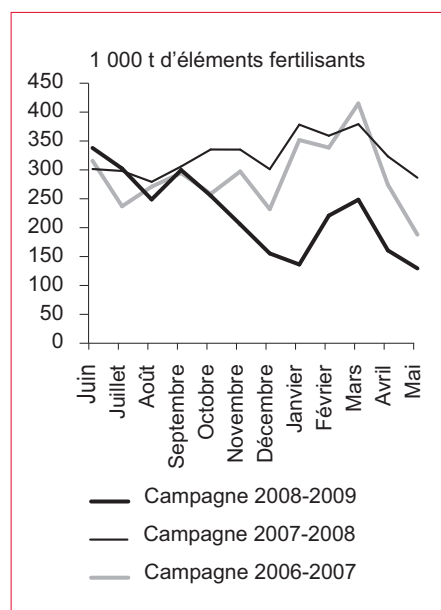


Sources : Unifa, Agreste

la campagne 2008/2009. Dans ce même contexte, les livraisons restent d'ailleurs soutenues au début de la campagne 2008/2009. Elles ne déclinent qu'à partir d'octobre où les prix des engrais entament une baisse pour l'azote et se stabilisent pour la potasse et le phosphore. La campagne 2008/2009 a ainsi coûté cher aux agriculteurs qui ont constitué leurs stocks en pleine flambée des prix : ils ont ainsi dépensé 20 % en plus en engrais azotés malgré une consommation en chute.

Au total, malgré les diminutions des quantités livrées, les montants consacrés aux achats des engrais augmentent de 5,2 % au cours de la campagne 2008/2009.

Les livraisons totales d'engrais chutent en milieu de campagne 2008/2009



Source : Unifa

Sources et définitions

- Les exploitations agricoles sont classées, en fonction de leurs spécialisations, en orientations technico-économiques (Otex)
- Les indices de prix d'achat des moyens de production agricoles (Ipampa) permettent d'estimer l'évolution des coûts des moyens de production des intrants pour les agriculteurs. Ces indices calculés par l'Insee sont en base 100 en 2005
- Les trois éléments principaux des engrais sont l'azote (N), le phosphore (P) et le potassium (K)
- Dans les produits énergétiques, le gazole est utilisé comme combustible. Le fioul domestique est principalement utilisé comme carburant. Depuis fin 2004, les agriculteurs bénéficient d'un remboursement sur la taxe intérieure des produits pétroliers (TIPP). Initialement de 4 centimes, il a été porté à 5 centimes par litre de fioul depuis septembre 2005. Cette mesure est répercutée jusqu'à la fin de l'année 2008.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Moyens de production » pour les séries chiffrées
- Dans la rubrique « Conjoncture - Moyens de production » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Stabilisation du coût des intrants en août », Infos rapides Lait n° 8/9, octobre 2009
- « Livraisons d'engrais : reprise sur la campagne culturale 2007-2008 », Synthèse Moyens de production n° 2009/50, octobre 2008

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Consommation de viande

Synthèse octobre n° 2009/95

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

En 2009, la consommation de viande se contracte encore

En 2009, la consommation de viande poursuit sa chute. La baisse atteint presque toutes les catégories de viandes de boucherie et de volaille. La seule exception est le poulet, qui bénéficie du report de consommation des viandes les plus chères vers les moins chères. Les ménages réduisent leurs achats de viande fraîche au profit des produits élaborés, de la viande hachée, des surgelés, de la charcuterie et des abats.

Toutes les viandes sont touchées sauf le poulet

En 2009, la consommation de viande calculée par bilan baisse en quantité pour toutes les catégories, excepté le poulet. Ces baisses prolongent celles qui ont marqué l'année 2008.

Parmi les viandes de boucherie, les viandes les plus pénalisées sont les viandes ovine et chevaline. En cumul sur les huit premiers mois, la consommation de mouton et d'agneau est en retrait de 1 % en un an et de 7 % en deux ans, alors que la consommation de viande de cheval, qui représente moins de 1 % des viandes de boucherie, chute de 4 % en un an et de 12 % en deux ans.

La consommation de viande bovine, qui avait fortement baissé l'an dernier (- 2 %), paraît se stabiliser en 2009. La consommation a été très irrégulière durant l'année, et a souffert de deux creux très marqués en avril et en juillet.

La consommation de viande porcine diminue de 0,7 % en un an. Parmi les viandes de boucherie, c'est elle qui

résiste le mieux si l'on considère l'évolution sur deux ans (- 2 %).

La consommation de toutes les viandes chute, excepté celle de poulet

	Évolution en % de la consommation cumulée de janvier à août	
	Sur un an 2009/2008	Sur deux ans 2009/2007
Viande d'animaux de boucherie	- 1,1	- 3,1
dont : viande bovine	- 0,4	- 2,8
viande porcine	- 0,7	- 1,5
viande ovine-caprine	- 1,0	- 6,5
viande équine	- 4,2	- 12,4
Évolution de la consommation du premier semestre		
	Sur un an 2009/2008	Sur deux ans 2009/2007
Viande de volaille	+ 0,4	+ 1,4
dont : poulet	+ 4,7	+ 9,2
dinde	- 6,0	- 8,6
canard	- 6,4	- 7,4
autres volailles	- 0,6	- 8,4

Source : Agreste - Consommation de viande calculée par bilan
Animaux de boucherie : consommation indigène contrôlée CVJA (CIC) (téc)
Volaille : consommation indigène totale (tonnes)

La consommation de volaille se maintient

Globalement, la consommation de volailles reste stable cette année, après avoir baissé de 1 % l'an dernier. Mais cette stabilité apparente cache deux évolutions de sens contraire.

La consommation de poulet continue à se développer, de 5 % en 2009 après 4 % l'année précédente. Elle bénéficie à l'évidence d'un report des viandes de boucherie. À l'inverse, la consommation des autres types de volailles diminue fortement. Sont particulièrement touchés la dinde et le canard, avec des baisses respectivement de 6 % et 7 %.

Poulet et porc gagnent du terrain dans les achats de viande fraîche

Les résultats du panel TNS – sur neuf périodes de quatre semaines – illustrent le report des viandes les plus chères vers les viandes les moins chères. Les achats de viande fraîche de porc par les ménages résistent (+ 1 %), grâce au prix de vente bas et en baisse (– 2 %), bénéficiant de promotions

régulières. Les achats de poulet s'accroissent de 2 %, avec des prix stables.

Par contre, les achats de viandes de bœuf, de veau et de cheval se réduisent. La baisse est moins forte que l'an dernier pour le veau. La viande de veau reste chère, mais son prix a baissé de 3 % en 2009, alors qu'il s'était élevé de 6 % en 2008.

Du côté des volailles, ce sont les achats de canard qui diminuent. Ceux de lapin continuent à chuter.

Deux viandes dont les achats s'étaient effondrés l'an dernier, la dinde et le mouton-agneau, se stabilisent cette année.

Moins d'achat de viande fraîche, plus d'achats de produits élaborés

Les achats des consommateurs se reportent vers des produits plus élaborés, moins chers que la viande fraîche. Les achats de viande hachée (+ 4 %) regagnent le terrain perdu l'an dernier. D'un tonnage moitié moindre, les achats d'abats d'animaux de boucherie sont aussi en hausse. Se dévelop-

pent aussi les achats de surgelés et de produits élaborés, qu'ils soient à base de viande de boucherie ou de volaille. Enfin les ventes de jambon et de charcuterie continuent à augmenter, principalement en libre service. La charcuterie de volaille progresse de 6 %.

Sensibilité aux prix des quantités achetées de viande

Pour les viandes fraîches de boucherie, le lien est net entre les quantités achetées par les consommateurs et les prix de vente. Plusieurs facteurs interviennent dans cette liaison. Il y a en premier lieu une forte saisonnalité de la demande et de l'offre, liée soit au climat, soit à la présence de fêtes, soit aux cycles naturels de production et aux habitudes des consommateurs.

Ainsi, il existe une forte demande de mouton ou d'agneau en période de fêtes pascales et autour de la fête de l'Aïd El Kébir. La consommation de viande bovine subit régulièrement une forte chute au milieu de l'été, à cause d'une baisse à la fois de l'offre et de la demande, puis se renforce en fin

Achats pour la consommation à domicile : les consommateurs boudent la viande rouge fraîche

	Évolution en % des quantités achetées		Prix moyen en €/kg	Évolution en % prix moyen d'achat	
	Sur un an 2009/2008	Sur deux ans 2009/2007	En 2009	Sur un an 2009/2008	Sur deux ans 2009/2007
Viande de boucherie	+ 1,4	- 0,8	9,40	- 0,2	+ 2,2
Viande fraîche	- 0,4	- 3,5	10,14	- 1,7	+ 1,4
dont bœuf	- 1,7	- 5,5	12,76	- 0,4	+ 2,4
veau	- 3,3	- 10,0	14,57	- 2,8	+ 3,1
porc	+ 0,9	- 0,1	6,41	- 2,4	+ 2,2
mouton	+ 0,0	- 8,3	12,01	+ 0,5	+ 5,2
cheval	- 2,1	- 2,5	14,42	- 0,2	+ 4,9
Viande hachée	+ 3,7	- 3,9	9,11	+ 1,0	+ 3,7
Surgelés	+ 2,9	- 0,3	6,02	+ 3,1	+ 4,1
Élaborés	+ 3,0	+ 0,0	8,15	- 0,4	+ 1,4
Jambon et autres charcuteries	+ 2,2	+ 2,2	9,28	+ 1,1	+ 2,9
Abats	+ 2,6	+ 0,1	8,33	- 2,1	- 2,0
Viande de volaille	+ 2,1	- 3,0	7,23	- 0,7	+ 8,1
Volaille fraîche	+ 1,7	- 2,3	6,71	- 0,9	+ 10,1
dont poulet	+ 2,4	- 0,9	5,89	- 0,4	+ 9,7
dinde	+ 0,4	- 7,3	7,61	- 0,2	+ 15,0
canard	- 3,4	- 8,8	10,21	- 2,3	+ 7,6
Lapin frais	- 4,1	- 15,5	8,35	+ 1,0	+ 5,1
Surgelés	+ 7,4	- 1,9	7,13	+ 1,3	+ 1,8
Élaborés	+ 3,7	- 2,4	8,04	- 0,7	+ 7,3
Charcuterie de volaille	+ 6,1	+ 2,4	8,91	- 2,5	- 0,3

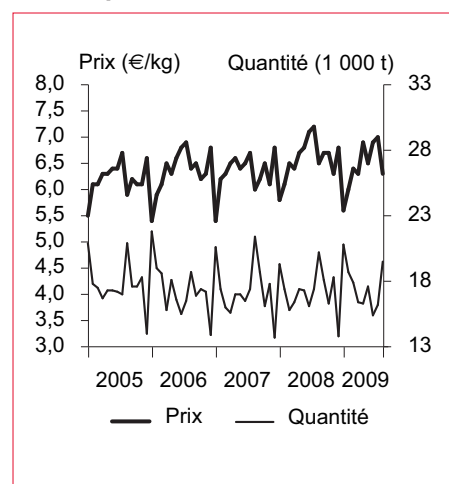
Sources : TNS World Panel, Agreste

Les calculs d'évolution portent sur le cumul des neuf premières périodes de quatre semaines.

d'année jusqu'à janvier, avec un creux en décembre. Le bœuf cède alors la place à des viandes plus festives. La consommation de veau présente elle aussi un creux marqué pendant l'été et en décembre, mais se vend mieux à la rentrée scolaire et au printemps. Enfin, les achats de porc frais présentent des pointes très marquées à la rentrée de septembre puis en janvier, après les fêtes. Elles sont liées aux traditionnelles opérations promotionnelles mises en place à ces dates, et qui sont attendues et mises à profit par les consommateurs. À ces occasions, les prix et les quantités fluctuent beaucoup, en sens opposé.

Cette forte relation entre les prix de vente et les quantités achetées de viande fraîche est mesurée par un coef-

Porc frais : variations fortes et opposées des prix et des quantités achetées

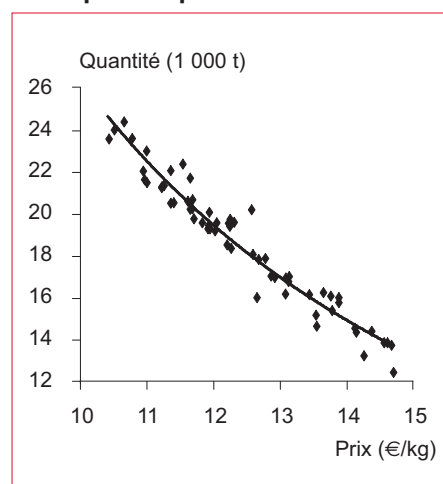


Sources : TNS World Panel, Agreste

ficient d'élasticité-prix. Ce coefficient indique dans quelle proportion varient les quantités achetées lorsque les prix varient de 1 %. Ainsi, dans le cas de la viande de bœuf, l'élasticité-prix est de $-1,9$, ce qui veut dire qu'à une variation de prix de + ou -1% correspond une variation en sens contraire des quantités achetées de $1,9\%$.

La faiblesse relative du coefficient d'élasticité-prix du porc frais, proche de -1 , peut s'expliquer par un niveau moyen de prix inférieur à celui des autres viandes de boucherie. Cependant, malgré cette faiblesse relative, des réductions de prix importantes permettent de fortes augmentations des quantités vendues lors des promotions.

Viande de bœuf : forte liaison entre prix et quantité achetée



Sources : TNS World Panel, Agreste
Période 2005-2009

Pour chacune de ces viandes de boucherie, la variation de prix n'explique pas la totalité de la variation des quantités achetées, puisque d'autres facteurs interviennent à la fois sur l'offre et sur la demande. Par contre, on peut penser que la causalité est plus forte lorsqu'on rapproche le prix de vente du bœuf frais et les quantités achetées d'abats de bœuf. Quand le prix de vente du bœuf est élevé, certains consommateurs parmi les moins fortunés reportent leurs achats sur les abats. Ainsi, l'élasticité-prix croisée entre le prix de vente du bœuf frais et les quantités achetées d'abats de bœuf atteint un coefficient de $-3,1$. Les ventes d'abats de bœuf sont minimales, comparées aux ventes de bœuf frais (8%). Mais leur variation est importante, puisqu'elle est trois fois plus forte, en sens opposé, que la variation de prix de la viande de bœuf.

Une forte élasticité-prix pour la viande fraîche de boucherie

Élasticité-prix de...	
la viande fraîche de bœuf	$-1,9$
la viande fraîche de mouton-agneau	$-1,8$
la viande fraîche de veau	$-2,2$
la viande fraîche de porc	$-1,2$

Sources : TNS World Panel, Agreste

Sources

- La **consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de viandes pour l'alimentation humaine sur le territoire national. Elle est mesurée en tonnes-équivalent-carcasse, et elle est corrigée des variations de jours d'abattage.

La consommation par bilan prend en compte par construction toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration.

Elle est calculée à partir des abattages, augmentés des importations de viandes, diminués des exportations et des variations de stocks. Pour la viande de boucherie, les abattages retenus sont corrigés des variations de jours d'abattage.

- Les **achats de consommation** observés par TNS-World Panel reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.

- Les calculs d'**élasticité-prix** reposent sur des régressions de type puissance. Elles sont de la forme classique $q=a.p^{-b}$, exprimant que les quantités sont inversement proportionnelles aux prix. Le coefficient $-b$ représente l'élasticité, constante par hypothèse.

Le coefficient R2 associé à ces calculs est de 0,94 pour la viande de bœuf, 0,37 pour le mouton-agneau, 0,57 pour le veau et 0,52 pour le porc. Il vaut 0,80 dans le cas de l'élasticité croisée prix du bœuf/quantité achetée d'abats de bœuf.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « La consommation alimentaire à l'épreuve de la crise », Analyse, prospective et évaluation n° 10, juillet 2009
- « Chute de la consommation de viande en 2008 », Synthèse Consommation de viande n° 2009/60, janvier 2009
- « Regain de la consommation de viande blanche en 2007 », Synthèse Consommation de viande n° 2008/29, juin 2008

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Consoscan : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
Viniflhor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée

AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
ADL : aide directe
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fac : fonds d'allègement des charges
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2009

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr